

Instructions pour la présentation des rétroactions : Approche du gouvernement du Canada pour solliciter des rétroactions sur le nouveau programme de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires

[Hyperlien vers les instructions pour la présentation des rétroactions](#)

Instructions for Submitting Feedback: Government of Canada Approach for Soliciting Feedback on the Temporary Foreign Worker Program's New Foreign Labour Program for Agriculture and Fish Processing Stream

[Hyperlink to Instructions for Submitting Feedback](#)

Instrucciones para enviar comentarios : Enfoque del Gobierno de Canadá para solicitar comentarios sobre el nuevo programa de trabajo para el componente agrícola y de transformación de pescado

[Hipervínculo a las instrucciones para enviar comentarios](#)

Approche du gouvernement du Canada pour solliciter des rétroactions sur le nouveau programme de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires : Instructions pour la présentation des rétroactions

Table des matières

1. Introduction	2
2. Contexte	2
3. Voie à suivre	3
4. Stratégie de consultation des intervenants	3
5. Éléments à prendre en compte lors de l'examen des documents de discussion	4
6. Processus de présentation des suggestions.....	5
Annexe A : Caractéristiques proposées pour le nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires	6
Annexe B : Champ professionnel du nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires.....	8

1. Introduction

L'objectif de ce document est de fournir des renseignements sur la stratégie de consultation des intervenants proposée par le gouvernement du Canada pour le nouveau volet de main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture et la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires, ainsi que sur le processus de contribution des intervenants à ce nouveau volet.

2. Contexte

Chaque année, plus de 66 000 travailleurs étrangers temporaires entrent au Canada pour travailler dans les secteurs de l'agriculture primaire et de la transformation saisonnière du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes du pays.

Ces travailleurs jouent un rôle essentiel dans la protection de la sécurité alimentaire du Canada en occupant des emplois qui connaissent des pénuries de main-d'œuvre persistantes et de longue durée.

En raison de la nature du travail et des conditions d'emploi, ces secteurs éprouvent de grandes difficultés à embaucher et à retenir les travailleurs canadiens et les résidents permanents, ce qui a entraîné une dépendance à l'égard des travailleurs étrangers temporaires pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre.

Instructions pour la mobilisation des intervenants

Dans le cas de l'agriculture primaire, par exemple, cela se traduit par des mécanismes de programmes comprenant des accords bilatéraux avec des pays étrangers (p. ex. le Programme des travailleurs agricoles saisonniers) afin de garantir des réserves de main-d'œuvre essentielles.

L'embauche de travailleurs étrangers temporaires pour occuper ces postes est donc primordiale pour la sécurité alimentaire du Canada, ainsi que pour l'économie et la compétitivité du pays sur le marché mondial.

Il est important de veiller à ce que ces travailleurs bénéficient de conditions de travail et de vie sûres. Bien que les travailleurs étrangers temporaires bénéficient des mêmes droits et protections que les Canadiens et les résidents permanents, les travailleurs étrangers temporaires qui travaillent généralement dans le secteur agricole canadien et dans la transformation saisonnière du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes ont souvent un niveau de littéracie ou d'éducation inférieur qui font en sorte qu'il est plus difficile de connaître, de défendre et d'exercer leurs droits et d'accéder aux mesures d'aide et/ou ressources de la communauté. Ils travaillent et vivent souvent dans des régions rurales isolées, ce qui les rend plus susceptibles de dépendre de leur employeur pour l'hébergement sur place, le transport et les services de base.

3. Voie à suivre

La création du volet de l'agriculture et de la transformation du poisson dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires, qui a été annoncée dans le budget fédéral 2022, offre à Emploi et Développement social Canada (EDSC) et à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), ainsi qu'aux intervenants clés, l'occasion de faire des progrès considérables en matière de protection de travailleurs. Parallèlement, la création d'un nouveau volet offre la possibilité de moderniser le Programme des travailleurs étrangers temporaires afin de mieux répondre aux besoins en main-d'œuvre des producteurs alimentaires du Canada, ce qui inclut l'extension d'un traitement similaire au secteur de la transformation saisonnière du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes.

Voir l'annexe A pour une vue d'ensemble des mesures proposées et de leurs avantages.

4. Stratégie de consultation des intervenants

Entre mars 2024 et mai 2024, EDSC et IRCC ont organisé des séances de mobilisation initiale avec les principaux partenaires et intervenants au sujet du nouveau volet. Des réunions ont été organisées avec le Mexique, les pays des Caraïbes participant au PTAS, des représentants de l'industrie de l'agriculture primaire, de la transformation du poisson et des fruits de mer et de l'industrie alimentaire, des organisations représentant le point de vue des travailleurs étrangers temporaires et des représentants des gouvernements provinciaux/territoriaux.

Au cours de ces séances d'information, le gouvernement du Canada a annoncé son intention de collaborer avec les principaux partenaires et intervenants au cours des prochains mois afin de

Instructions pour la mobilisation des intervenants

solliciter des suggestions et des rétroactions sur les principaux sujets étudiés dans le cadre du nouveau volet, par le biais de six documents de discussion.

Les documents sollicitent des contributions par le biais de questions ciblées sur des sujets clés explorés dans le cadre du nouveau volet, notamment : un permis de travail spécifique au volet (officiellement appelé permis de travail spécifique au secteur), les salaires et les déductions, le logement fourni par l'employeur, dispositions en matière des soins de santé, le transport et les professions admissibles sous le nouveau volet. Veuillez également noter que les nouvelles idées, les modèles et les suggestions sur d'autres approches potentielles sont non seulement les bienvenus, mais aussi encouragés.

Les six documents de discussion seront envoyés progressivement aux intervenants au cours des prochains mois, afin qu'ils les examinent et soumettent des commentaires écrits sur chacun d'entre eux. Les prolongations seront étudiées au cas par cas afin de garantir que tous les intervenants aient la possibilité de recueillir et de partager leurs apports.

Les renseignements communiqués par les intervenants dans le cadre de ces six documents de discussion serviront à étayer les décisions politiques définitives concernant les principales caractéristiques du nouveau volet, notamment les plans de transition, les travaux de réglementation et les calendriers de mise en œuvre.

L'objectif est que le gouvernement du Canada, après avoir examiné les documents reçus dans le cadre de ces consultations, soit en mesure d'annoncer plus en détail les nouvelles caractéristiques du volet et les plans de transition visant à faire passer progressivement les employeurs et les travailleurs à des exigences nouvelles ou améliorées dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires.

5. Éléments à prendre en compte lors de l'examen des documents de discussion

Lors de l'examen des documents de discussion, veuillez noter que l'objectif est de mettre pleinement en œuvre le nouveau volet et le permis de travail spécifique au volet (formellement identifié comme le permis de travail spécifique au secteur) aussitôt que 2027.

L'objectif est qu'au moment de la mise en œuvre complète, le nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson remplacera les quatre sous-volets d'agriculture primaire existants du Programme des travailleurs étrangers temporaires et accordera un traitement similaire au secteur saisonnier de la transformation du poisson, des fruits de mer et des produits alimentaires primaires, pour être mis en œuvre dans le cadre de deux sous-volets :

- La catégorie des accords bilatéraux entre pays pour les travailleurs provenant de pays ayant signé des accords avec le Canada (p. ex. les pays participants au PTAS); et

Instructions pour la mobilisation des intervenants

- La catégorie source ouverte pour les travailleurs entrant au Canada en provenance de pays n'ayant pas conclu d'accords avec d'autres pays.

De plus, lors de l'examen des documents, veuillez-vous reporter à l'annexe B pour connaître les professions proposées pour le nouveau volet, qui ne comprend que des postes sélectionnés dans le secteur de l'agriculture primaire et le secteur saisonnier de la transformation du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes au Canada. Veuillez toutefois noter qu'un document de discussion portant sur les professions admissibles sous le nouveau volet sera partagé avec les intervenants pour qu'ils fournissent leurs commentaires. Ce document vise à recueillir votre avis sur les professions proposées, ainsi que sur toute autre profession que les intervenants souhaiteraient voir inclus dans le nouveau volet.

6. Processus de présentation des suggestions

Les intervenants sont invités à examiner les documents de discussion et à transmettre leurs commentaires à l'adresse électronique suivante, pendant la période de consultation :

edsc.dgce.tet-tfw.seb.esdc@hrsdc-rhdcc.gc.ca

Ce compte fait l'objet d'un suivi attentif afin de recueillir et colliger toutes les rétroactions reçues portant sur le nouveau volet.

Veuillez noter que votre rétroaction écrite est nécessaire étant donné le grand nombre d'intervenants invités à participer à l'élaboration du nouveau volet et pour s'assurer que les principales considérations et préoccupations des intervenants sont correctement prises en compte. Ce processus soutiendra le travail du gouvernement du Canada en vue d'aborder les principaux enjeux et d'y trouver des solutions potentielles. Il est donc conseillé, dans la mesure du possible, de fournir des réponses claires et concises aux questions posées dans les documents de discussion.

Bien que les questions soulevées soient importantes pour aider le gouvernement du Canada à déterminer l'impact que le nouveau volet aura sur les intervenants, ces questions ne sont destinées qu'à guider les rétroactions des intervenants sur les principales caractéristiques du volet. Les intervenants sont invités à fournir des suggestions qui vont au-delà des questions indiquées dans les documents de discussion. Les nouvelles idées et les nouveaux modèles ne sont pas seulement les bienvenus, ils sont encouragés.

Veuillez noter que, bien que le gouvernement du Canada prenne sérieusement en considération toutes les suggestions reçues dans le cadre de l'élaboration du nouveau volet, il ne peut garantir que tous les commentaires/préoccupations seront visiblement reflétés dans le nouveau volet.

Instructions pour la mobilisation des intervenants

Annexe A : Caractéristiques proposées pour le nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires

Les intervenants seront largement consultés sur la conception des principales caractéristiques du volet et sur le calendrier de mise en œuvre, mais l'objectif d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) et d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) est de mettre en place un volet qui comprend les caractéristiques suivantes.

Caractéristiques principales de la protection des travailleurs :

Le nouveau volet propose des avancées importantes en matière de protection des travailleurs grâce à l'introduction d'un certain nombre de nouvelles caractéristiques et de modifications des exigences actuelles du Programme des travailleurs étrangers temporaires, notamment :

- (1) La délivrance d'un nouveau permis de travail spécifique à un volet (officiellement appelé permis de travail spécifique à un secteur), qui donnerait aux travailleurs étrangers temporaires la possibilité de travailler dans n'importe quelle profession incluse dans le nouveau volet et de passer à un autre employeur avec une évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT) ouverte, sans avoir à demander un nouveau permis de travail.
- (2) L'introduction d'une nouvelle méthodologie salariale pour l'agriculture primaire afin de garantir que tous les travailleurs étrangers temporaires entrant dans le cadre du nouveau volet reçoivent les taux du marché pour leur travail.
- (3) La mise à jour des exigences en matière de logement pour (A) garantir que les logements fournis par l'employeur sont conformes aux réglementations provinciales/territoriales canadiennes applicables dans les domaines clés de la santé et de la sécurité; et (B) garantir que tous les travailleurs disposent d'un logement qui a été inspecté et pour lequel des taux de déduction pour logement équitable ont été mis en place.
- (4) La gestion des services de migration et d'assistance consulaire pour un plus grand nombre de travailleurs étrangers temporaires. Pour ce faire, le gouvernement du Canada et les pays d'origine du Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS) étudieront les possibilités d'élargir le PTAS afin d'inclure des professions supplémentaires dans les secteurs canadiens de l'agriculture primaire et de la transformation saisonnière du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes. Ce développement permettra à un plus grand nombre de travailleurs étrangers temporaires de bénéficier des protections offertes aux travailleurs dans le cadre des accords de pays, y compris des services de recrutement éthique et d'assistance consulaire pendant toute la durée de leur séjour au Canada.

Instructions pour la mobilisation des intervenants

- (5) Traitement prioritaire des permis de travail pour les travailleurs étrangers temporaires.

Caractéristiques principales axées sur l'industrie :

Le nouveau volet propose d'inclure un certain nombre de caractéristiques et d'avantages afin de mieux répondre aux besoins spécifiques des employeurs :

- (1) Une nouvelle méthodologie de déductions pour les travailleurs basée sur le marché afin de mieux refléter le marché du logement d'aujourd'hui et les coûts associés;
- (2) Une nouvelle évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT) renouvelable, qui soutient le travail saisonnier récurrent sur une période de deux ans, ainsi que la possibilité de repourvoir les postes;
- (3) Traitement EIMT prioritaire pour tous les postes inclus dans le nouveau volet;
- (4) Pas de plafond pour le pourcentage de travailleurs étrangers temporaires employés sur un lieu de travail pour tous les postes inclus dans le nouveau volet;
- (5) Un service gratuit d'aide au recrutement et à la préparation des travailleurs pour un plus grand nombre d'employeurs offerts par les pays ayant signé des accords avec le Canada. Pour ce faire, le gouvernement du Canada et les pays participants au PTAS étudieront les possibilités d'élargir le champ des professions admissibles sous le PTAS. Ce développement permettra à un plus grand nombre d'employeurs de bénéficier des services fournis par les pays sources du PTAS; et
- (6) Maintien de l'exonération des frais de dossier d'EIMT pour les travaux agricoles primaires uniquement.

Instructions pour la mobilisation des intervenants

Annexe B : Champ professionnel du nouveau volet de l'agriculture et de la transformation du poisson du Programme des travailleurs étrangers temporaires

Les intervenants seront invités à donner leur rétroaction sur les professions du nouveau volet, le champ d'application actuellement proposé comprend les postes suivants :

Agriculture primaire :

- Travail agricole primaire saisonnier* et à l'année dans tous les produits agricoles primaires (c'est-à-dire qui ne sont plus utilisés dans la Liste nationale des secteurs agricoles d'EDSC) dans les professions suivantes :
 - [Manœuvres aux soins du bétail](#) (CNP 85100)
 - [Ouvriers spécialisés/ouvrières spécialisées dans l'élevage et opérateurs/opératrices de machineries agricoles](#) (CNP 84120)
 - [Manœuvres de pépinières et de serres](#) (CNP 85103)
 - [Manœuvres à la récolte](#) (CNP 85101)

Transformation saisonnière du poisson et des fruits de mer

- Emplois saisonniers* dans le secteur de la transformation du poisson et des fruits de mer dans les professions suivantes :
 - [Ouvriers/ouvrières dans les usines de transformation du poisson et de fruits de mer \(CNP 94142\)](#)
 - [Manœuvres dans la transformation du poisson et des fruits de mer \(CNP 95107\)](#)

Transformation saisonnière des fruits et légumes primaires

- Travaux saisonniers* de transformation des fruits et légumes primaires, sensibles à la période et importants pour la conservation des fruits et légumes périssables et la prévention de leur détérioration.
- Ces postes sont classés comme [Manœuvres dans la transformation des aliments et des boissons](#) (CNP 95106) travaillant dans le secteur de la fabrication de conserves de fruits et de légumes et d'aliments de spécialité ([SCIAN 3114](#)).
- Cela dit, il convient de noter que tous les emplois dans le secteur de la transformation des aliments classés sous la rubrique CNP 95106 et/ou SCIAN 3114 ne sont pas admissibles dans le cadre du nouveau volet, étant donné que ces classifications comprennent des postes et des secteurs qui peuvent aller au-delà des emplois admissibles dans le secteur de la transformation des aliments.

Instructions pour la mobilisation des intervenants

*Le travail saisonnier est défini comme une durée d'emploi ne dépassant pas 270 jours.

Remarque : Bien qu'ils fassent l'objet d'une consultation des intervenants, les documents de discussion supposent que tous les autres postes dans le secteur de l'agriculture primaire et les emplois saisonniers dans la transformation du poisson, des fruits de mer et des fruits et légumes ne sont pas inclus dans le nouveau volet. Ces postes seront traités dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires pour les catégories salariales peu et hautement qualifiées, et ne se verront pas délivrer le nouveau permis de travail spécifique à ces catégories.

Government of Canada Approach for Soliciting Feedback on the Temporary Foreign Worker Program’s New Foreign Labour Program for Agriculture and Fish Processing Stream: Instructions for Submitting Feedback

Contents

1. Context	10
2. Background.....	10
3. Path Forward	11
4. Stakeholder Consultation Strategy	11
5. Considerations when Reviewing the Discussion Papers	12
6. Process for Submitting Input.....	12
Annex A: Proposed Features of the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream:.....	14
Annex B: Occupational Scope of the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream.....	16

1. Context

The objective of this document is to provide information on the Government of Canada’s proposed stakeholder consultation strategy for the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing stream, along with the process for providing stakeholder input on the new stream.

2. Background

Every year, over 66,000 temporary foreign workers enter Canada to work in the country’s primary agriculture and seasonal fish, seafood and fruit and vegetable primary processing sectors.

These workers play a vital role in protecting Canada’s food security by filling jobs that experience persistent and long-standing labour shortages.

Due to the nature of work and the conditions of the jobs, these sectors experience significant difficulties hiring and retaining Canadian and Permanent Residents workers, which has resulted in a reliance on temporary foreign workers to address labour shortages.

In the case of primary agriculture for example, this has led to program mechanisms that have included bilateral agreements with foreign countries (i.e. the Seasonal Agricultural Workers Program) to secure critical labour supplies.

The hiring of temporary foreign workers to fill these positions is therefore paramount to Canada’s food security, as well to the country’s economy and competitiveness in the world market.

Covering Instructional Pager for Stakeholder Engagement

There is a need to ensure these workers are being provided with safe working and living conditions. While temporary foreign workers have the same rights and protections as Canadians and permanent residents, temporary foreign workers that generally work in Canada's agriculture sector and seasonal fish, seafood and primary fruit and vegetable processing, often have lower level of education or language that make it difficult for them to know, advocate and exercise their rights and access community supports and/or resources. They also often work and live in isolated rural regions, making them more likely to rely on their employer for on-site accommodations, transportation and basic services.

3. Path Forward

The creation of the Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream, which was announced in the federal 2022 budget, provides Employment and Social Development Canada (ESDC) and Immigration, Refugees and Citizenship Canada (IRCC), along with key stakeholders, with an opportunity to make significant advancement in worker protection. At the same time, the creation of a new stream provides us with an ability to modernize the Temporary Foreign Worker Program to better support the labour needs of Canada's food producers, which includes extending similar treatment to the seasonal fish, seafood and primary fruit and vegetable processing sector.

See annex A for an overview of proposed measures and benefits.

4. Stakeholder Consultation Strategy

Between March 2024 to May 2024, ESDC and IRCC conducted initial engagement sessions with key partners and stakeholders about the new stream. This included meetings with Mexico, Caribbean SAWP participating nations, Industry representatives from Primary Agriculture, Fish and Seafood Processing and Food processing, organizations that represent the views of temporary foreign workers and Provincial/Territorial Government representatives.

During these information sessions, the Government of Canada announced its planned approach of working with key partners and stakeholders over the coming months to solicit input and feedback on key topics being explored under the new stream, via the use of six discussion papers.

The papers are seeking input via targeted questions on key topics explored under the new stream, including: a stream-specific work permit (formally referred to as a sector-specific work permit), wages and deductions, employer-provided accommodation, healthcare provisions, transportation and the occupational scope of the new stream. Please also note that new ideas, models and suggestions on other potential approaches are not only welcome but encouraged.

The six discussion papers will be sent out to stakeholders incrementally over the coming months, for review and submission of written comments on each paper. Extensions will be explored on a

Covering Instructional Pager for Stakeholder Engagement

case-by-case basis to help ensure all stakeholders are provided with a meaningful opportunity to collect and share input.

The information received from stakeholders through these six discussion papers will be used to inform final policy decisions on key stream features, including transitional plans, regulatory work and timelines for implementation.

The objective is that the Government of Canada, after review of the material received via these consultations, will be in a position to announce greater details about new stream features and transitional plans to gradually move employers and workers to new or improved Temporary Foreign Worker Program requirements.

5. Considerations when Reviewing the Discussion Papers

When reviewing the discussion papers, please note that the objective is to fully implement the new stream and the accompany stream-specific work permit (formally identified as the sector-specific work permit) as early as 2027.

The intent is that at full implementation, the new Agriculture and Fish Processing stream will replace the four existing Temporary Foreign Worker Primary Agriculture sub-streams and extend similar treatment to the seasonal fish, seafood and primary food processing sector, to be delivered under two sub-streams:

- The Bilateral Country Agreements category for workers entering from countries with signed agreements with Canada (e.g. existing SAWP countries); and,
- The Open-Source category for workers entering into Canada from countries without country agreements.

In addition, when reviewing the papers, please refer to annex B for the proposed occupational scope of the new stream, which only includes select positions found in Canada's primary agriculture and seasonal fish, seafood and primary fruit and vegetable processing sector. Please note however that a discussion paper on the occupational scope will be shared with stakeholders for comment. This paper seeks your input on both proposed occupational scope, along with any other jobs stakeholders would like to see included in the new stream.

6. Process for Submitting Input

Stakeholders are invited to review the discussion papers and send any comments they may have to the following email account, during the period of consultation:

edsc.dgce.tet-tfw.seb.esdc@hrsdc-rhdcc.gc.ca

This account is being closely monitored for all input received on the new stream.

Covering Instructional Pager for Stakeholder Engagement

Please note that written input is necessary given the large number of stakeholders being invited to feed into the development of the new stream and to ensure key considerations and concerns of stakeholders are correctly captured. This process will support the Government of Canada's work to address areas of concerns and find potential solutions. It is therefore advisable, where possible, to provide clear and concise responses to the questions posed in the discussion papers.

While the questions identified are important in supporting the Government of Canada in determining the impact the new stream will have on stakeholders, these questions are only meant to guide stakeholder feedback on key stream features. Stakeholders are invited to provide input that go beyond the questions identified in the discussion papers. New ideas and models in are not only welcome but encouraged.

Please note that while all input received on the new stream will be seriously considered by the Government of Canada in the development of the new stream, the Government of Canada cannot guarantee that all comments/concerns will be visibly reflected in the new stream.

Covering Instructional Pager for Stakeholder Engagement

Annex A: Proposed Features of the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream

While stakeholders will be heavily consulted on the design of key stream features and timelines for implementation, it is Employment and Social Development Canada (ESDC) and Immigration, Refugee and Citizenship Canada (IRCC) objective to develop a stream that includes the following features.

Key Worker Protection Focused Features:

The new stream proposes to make significant advancements in worker protection through the introduction of a number of new features and policy changes to existing Temporary Foreign Worker Program requirements, including:

- (1) The issuance of a new stream-specific work permit (formally referred to as a sector-specific work permit), which would give temporary foreign workers the ability to work in any occupation included under the new stream and move to another employer with an open Labour Market Impact Assessment (LMIA), without having to apply for a new work permit.
- (2) The introduction of a new wage methodology for primary agriculture, to ensure all temporary foreign workers entering under the new stream receive market rates for their work.
- (3) Updated housing requirements to (A) ensure employer-provided accommodation meets applicable Canadian Provincial/Territorial regulations in key health and safety areas; and (B) all workers are provided with housing that has been inspected and has fair housing deduction rates in place.
- (4) Managed migration and consular supports services for a greater number of temporary foreign workers. To do this, the Government of Canada and Seasonal Agricultural Workers Program (SAWP) sending nations will explore options of expanding the SAWP to include additional jobs in Canada's primary agriculture and seasonal fish, seafood and primary fruit and vegetable processing sectors. This expansion will ensure a greater number of temporary foreign workers will receive the protections that are offered to workers under country agreements, including ethical recruitments and consular support services during their entire stay in Canada.
- (5) Priority work permit processing for temporary foreign workers entering under country agreements.

Covering Instructional Pager for Stakeholder Engagement

Key Industry Focused Features:

The new stream proposes to include a number of features and benefits to better support the unique needs of employers, including:

- (1) A new market-based worker deductions methodology to better reflect today's housing market and associated costs.
- (2) A new-refillable labour market impact assessment (LMIA) that supports re-occurring seasonal work over a 2-year period, along with the ability to re-fill positions.
- (3) Priority LMIA processing for all positions included under the new stream;
- (4) No cap on the percentage of temporary foreign workers employed at a worksite for all positions included under the new stream;
- (5) Free source country worker recruitment and worker preparations supports for a greater number of employers. To do this, the Government of Canada and SAWP sending nations will explore options of expanding the occupational scope of the SAWP. This expansion will ensure a greater number of employers will be able to benefit from services provided by SAWP sources nations; and
- (6) Continuation of the LMIA processing fee exemption for primary agriculture work only.

Covering Instructional Pager for Stakeholder Engagement

Annex B: Occupational Scope of the new Temporary Foreign Worker Agriculture and Fish Processing Stream

While stakeholders will be invited to provide feedback on the occupational scope of the new stream, the current proposed scope includes the following positions:

Primary Agriculture:

- Seasonal* and full-year primary agriculture work in all primary agriculture commodities (i.e. no longer the use of ESDC's National Commodities list) in the following occupations:
 - [Livestock labourers](#) (NOC 85100)
 - [Specialized livestock workers and farm machinery operators](#) (NOC 84120)
 - [Nursery and Greenhouse Workers](#) (NOC 85103)
 - [Harvesting Labourers](#) (NOC 85101)

Seasonal Fish and Seafood Processing

- Seasonal* fish and seafood processing jobs in the following occupations:
 - [Fish and Seafood Plant Workers \(NOC 94142\)](#)
 - [Labourers in Fish and Seafood Processing \(NOC 95107\)](#)

Seasonal Primary Fruit and Vegetable Processing

- Seasonal* primary fruit and vegetable processing work that is time sensitive and is important for preserving perishable fruit and vegetables and preventing spoilage.
- These positions are classified as [Labourers in food and beverage processing](#) (NOC 95106) working in the Fruit and Vegetable Preserving and Specialty food manufacturing sector ([NAICS 3114](#)).
- With that said, please note that not all food processing jobs classified under NOC 95106 and/or NAICS 3114 are eligible under the new stream, since these classifications include positions and sectors that can go beyond eligible food processing work.

*Seasonal work is defined as an employment duration that is no more than 270 days.

Note: While subject to stakeholder consultation, please assume when reviewing the discussion papers that all other positions in the primary agriculture sector and seasonal fish, seafood and fruit and vegetable processing jobs are not included in the new stream. These positions will be processed under the Temporary Foreign Worker Program's Low and High Skilled Wage Streams and will not be issued the new stream-specific work permit.

Enfoque del Gobierno de Canadá para solicitar comentarios sobre el nuevo programa de trabajo para el componente agrícola y de transformación de pescado: Instrucciones para presentar comentarios

Índice

1. Contexto	17
2. Antecedentes	17
3. Próximas etapas	18
4. Estrategia de consulta con las partes interesadas	18
5. Consideraciones cuanto a la revisión de los documentos de discusión	19
6. Proceso de presentación de sugerencias	20
Anexo A: Características propuestas del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales	21
Anexo B: Alcance ocupacional del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales	23

1. Contexto

El objetivo de este documento es brindar información sobre la estrategia de consulta a las partes interesadas propuesta por el Gobierno de Canadá para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales, junto con el proceso para brindar información a las partes interesadas sobre el nuevo componente.

2. Antecedentes

Cada año, más de 66.000 trabajadores extranjeros temporales ingresan a Canadá para trabajar en los sectores de la agricultura primaria, la transformación estacional de pescado y marisco, y la transformación primaria de frutas y hortalizas.

Estos trabajadores desempeñan un papel vital en la protección de la seguridad alimentaria de Canadá, ya que cubren puestos de trabajo que sufren una escasez de mano de obra constante y prolongada.

Debido a la naturaleza y las condiciones del trabajo, estos sectores presentan importantes dificultades para contratar y retener a trabajadores canadienses y residentes permanentes, lo que ha resultado en una dependencia de los trabajadores extranjeros temporales para hacer frente a la escasez de mano de obra.

En la agricultura primaria, por ejemplo, esto ha llevado a mecanismos programáticos que han incluido acuerdos bilaterales con países extranjeros (es decir, el Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales-PTAT) para garantizar el suministro de mano de obra crítica.

Guía instructiva para la participación de las partes interesadas

La contratación de trabajadores temporales extranjeros para cubrir estos puestos es, por lo tanto, primordial para la seguridad alimentaria de Canadá, así como para la economía y la competitividad del país en el mercado mundial.

Es necesario garantizar a estos trabajadores condiciones de trabajo y de vida seguras. Aunque los trabajadores extranjeros temporales tienen los mismos derechos y protecciones que los canadienses y los residentes permanentes, aquellos que suelen trabajar en el sector agrícola de Canadá, en la transformación estacional de pescado y marisco, y la transformación primaria de frutas y hortalizas, a menudo tienen un nivel educativo más bajo o dominio limitado del idioma, lo que les dificulta conocer, defender y ejercer sus derechos, así como acceder a las ayudas o recursos comunitarios. También suelen trabajar y vivir en regiones rurales aisladas, lo que los hace más dependiente de su empleador para el alojamiento en el lugar, el transporte y los servicios básicos.

3. Próximas etapas

La creación del componente agrícola y de transformación de pescado en el marco del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales, anunciado en el presupuesto federal de 2022, ofrece al Ministerio de Empleo y Desarrollo Social de Canadá (EDSC) y al Ministerio de Inmigración, Refugiados y Ciudadanía de Canadá (IRCC), junto con las principales partes interesadas, la oportunidad de avanzar significativamente en la protección de los trabajadores.

Al mismo tiempo, la creación de un nuevo componente nos ofrece la posibilidad de modernizar el Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales para responder mejor a las necesidades de mano de obra de los productores de alimentos de Canadá, lo que incluye la ampliación de un tratamiento similar al sector de transformación estacional de pescado, marisco y la transformación primaria de frutas y hortalizas.

Consulte el anexo A para obtener un panorama general de las medidas y prestaciones propuestas.

4. Estrategia de consulta con las partes interesadas

Entre marzo de 2024 y mayo de 2024, EDSC y IRCC tuvieron sesiones iniciales de participación con socios y partes interesadas sobre el nuevo componente. Esto incluyó reuniones con México, las naciones del Caribe participantes del PTAT, representantes de la industria de agricultura primaria, transformación de pescado y mariscos y procesamiento de alimentos, organizaciones que representan los puntos de vista de los trabajadores extranjeros temporales y representantes de los gobiernos provinciales/territoriales.

Durante estas sesiones informativas, el Gobierno de Canadá anunció su enfoque previsto de trabajar con socios y partes interesadas en los próximos meses para solicitar aportes y

Guía instructiva para la participación de las partes interesadas

comentarios sobre temas clave que se están explorando en virtud del nuevo componente, mediante el uso de seis documentos de debate.

Los documentos buscan aportaciones a través de preguntas específicas sobre temas clave que se estudian en virtud del nuevo componente, entre ellos: un permiso de trabajo específico del componente (formalmente conocido como permiso de trabajo sectorial), salarios y deducciones, alojamiento facilitado por el empleador, disposiciones sobre asistencia sanitaria, transporte y el alcance ocupacional del nuevo componente. Por favor, tenga en cuenta también que las nuevas ideas, modelos y sugerencias sobre otros posibles enfoques no sólo son bienvenidos, sino que se fomentan.

Los seis documentos de discusión se irán enviando a las partes interesadas a lo largo de los próximos meses para que los examinen y envíen sus comentarios por escrito sobre cada uno de ellos. Se estudiarán prórrogas caso por caso para garantizar que todas las partes interesadas tengan la oportunidad de recoger y compartir sus sugerencias.

La información recibida de las partes interesadas mediante estos seis documentos de debate se usará para fundamentar las decisiones políticas finales sobre las características clave del componente, incluyendo planes de transición, trabajo regulatorio y plazos de implementación.

El objetivo es que el Gobierno de Canadá, después de haber revisado el material recibido mediante estas consultas, esté en condiciones de anunciar más información sobre las nuevas características del componente y los planes de transición para que los empleadores y los trabajadores se adapten gradualmente a los requisitos nuevos o mejorados del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales.

5. Consideraciones cuanto a la revisión de los documentos de discusión

Cuando examine los documentos de debate, tengan en cuenta que el objetivo es implementar en su totalidad el nuevo componente y el permiso de trabajo específico del componente (formalmente identificado como permiso de trabajo sectorial) para principios de 2027.

La intención es que, con la implementación completa, el nuevo componente agrícola y transformación de pescado reemplace los cuatro subcomponentes que existente debajo de la agricultura primaria de Trabajadores Extranjeros Temporales, y extienda un tratamiento similar al sector del pescado de temporada, el marisco y la transformación primaria, que se aplicará en virtud de dos subcomponentes:

- La categoría de acuerdos bilaterales para trabajadores que ingresan desde países con acuerdos firmados con Canadá (por ejemplo, los países que actualmente participan en el PTAT), y,
- La categoría de libre acceso para trabajadores que ingresan a Canadá desde países sin acuerdos bilaterales.

Guía instructiva para la participación de las partes interesadas

Además, al examinar los documentos, remítase al Anexo B para conocer el alcance ocupacional propuesto del nuevo componente, que solo incluye puestos seleccionados en el sector de agricultura primaria, transformación estacional de pescado, mariscos, y la transformación primaria de frutas y hortalizas en Canadá. Sin embargo, tengan en cuenta que se compartirá con las partes interesadas un documento de debate sobre el alcance ocupacional para que hagan comentarios. En este documento se solicita su opinión sobre el alcance ocupacional propuesto, como sobre cualquier otro trabajo que las partes interesadas quieran que se incluya en el nuevo componente.

6. Proceso de presentación de sugerencias

Se invita a las partes interesadas a examinar los documentos de debate y a enviar cualquier comentario que puedan tener a la siguiente cuenta de correo electrónico, durante el periodo de consulta: edsc.dgce.tet-tfw.seb.esdc@hrsdc-rhdcc.gc.ca

En esta cuenta se controlan atentamente todas las sugerencias recibidas sobre el nuevo componente.

Tengan en cuenta que son necesarias sugerencias por escrito debido al gran número de partes interesadas invitadas a hacer aportaciones para el desarrollo del nuevo componente y para asegurar que se recojan correctamente las consideraciones y preocupaciones principales de las partes interesadas. Este proceso respaldará el trabajo del Gobierno de Canadá para abordar áreas de preocupación y encontrar posibles soluciones. Por lo tanto, es recomendable, siempre que sea posible, dar respuestas claras y concisas a las preguntas planteadas en los documentos de debate.

Aunque las preguntas identificadas son importantes para apoyar al Gobierno de Canadá en la determinación del impacto que tendrá el nuevo componente sobre las partes interesadas, estas preguntas solo están destinadas a guiar los comentarios de las partes interesadas sobre las características clave del componente. Se invita a las partes interesadas a hacer sugerencias que vayan más allá de las preguntas identificadas en los documentos de debate. Las nuevas ideas y modelos no sólo son bienvenidos, sino que se fomentan.

Por favor que tengan en cuenta que bien que el Gobierno de Canadá considerara todas las sugerencias recibidas sobre el nuevo componente a la hora de desarrollarlo, el Gobierno de Canadá no puede garantizar que todos los comentarios/preocupaciones se reflejen visiblemente en el nuevo componente.

Anexo A: Características propuestas del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales

Tan bien se consultará ampliamente a las partes interesadas sobre el diseño de las características clave del componente y los plazos de implementación, el objetivo del ESDC y IRCC es desarrollar un componente que incluya las siguientes características.

Características clave centradas en la protección de los trabajadores:

El nuevo componente propone hacer avances significativos en la protección de los trabajadores mediante la introducción de nuevas características y cambios en las políticas de los requisitos existentes del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales, entre ellos:

- (1) La emisión de un nuevo permiso de trabajo específico del componente (formalmente conocido como permiso de trabajo sectorial), que daría a los trabajadores extranjeros temporales la posibilidad de trabajar en cualquier ocupación incluida en el nuevo componente y trasladarse a otra empresa con una evaluación de impacto en el mercado laboral (LMIA) abierta, sin tener que solicitar un nuevo permiso de trabajo.
- (2) La introducción de una nueva metodología salarial para la agricultura primaria, para garantizar que todos los trabajadores extranjeros temporales que ingresen en virtud del nuevo componente reciban salarios acordes con el mercado laboral por su trabajo.
- (3) Actualización de los requisitos de alojamiento para (A) garantizar que el alojamiento facilitado por el empleador cumpla las normas provinciales/territoriales canadienses aplicables en áreas clave de salud y seguridad, y (B) que todos los trabajadores reciban alojamiento que haya sido inspeccionado y que tenga tasas justas de deducción de vivienda establecidas.
- (4) Servicios de apoyo a la gestión consular y de migración para un mayor número de trabajadores extranjeros temporales. Para hacer esto, el Gobierno de Canadá y las naciones participantes del (PTAT) estudiarán opciones para ampliar el PTAT con el fin de incluir puestos de trabajo adicionales en los sectores de la agricultura primaria y la transformación estacional de pescado y marisco, y la transformación primaria de frutas y hortalizas de Canadá. Esta ampliación garantizará que un mayor número de trabajadores extranjeros temporales reciban las protecciones que se ofrecen a los trabajadores en virtud de los acuerdos bilaterales, incluyendo contrataciones éticas y servicios de apoyo consular durante toda su estancia en Canadá.
- (5) Procesamiento prioritario de permisos de trabajo para trabajadores extranjeros temporales.

Guía instructiva para la participación de las partes interesadas

Características clave centradas en la industria:

El nuevo componente propone incluir una serie de características y prestaciones para apoyar mejor las necesidades particulares de los empleadores, entre ellas:

- (1) Una nueva metodología de deducciones para los trabajadores, basada en el mercado, que refleje mejor el mercado actual de vivienda y los costos asociados.
- (2) Una nueva evaluación de impacto en el mercado laboral (LMIA) que apoye el trabajo estacional recurrente por un período de 2 años, junto con la posibilidad de volver a cubrir los puestos.
- (3) Procesamiento prioritario del LMIA para todos los puestos incluidos en el nuevo componente.
- (4) Sin límite en el porcentaje de trabajadores extranjeros temporales empleados en un lugar de trabajo para todos los puestos incluidos en el nuevo componente.
- (5) Servicios gratuitos de contratación de trabajadores en países de origen y preparación de trabajadores para un mayor número de empleadores. Para lograr esto, el Gobierno de Canadá y los países participantes del PTAT estudiarán la posibilidad de ampliar el alcance ocupacional del PTAT. Esta ampliación garantizará que un mayor número de empleadores se pueda beneficiar de los servicios prestados por las naciones de origen del PTAT.
- (6) Continuación de la exención de la tarifa de procesamiento de LMIA únicamente para el trabajo agrícola primario.

Guía instructiva para la participación de las partes interesadas

Anexo B: Alcance ocupacional del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales

Se invitará a las partes interesadas a hacer comentarios sobre el alcance ocupacional del nuevo componente, el propuesto actualmente incluye los siguientes puestos:

Agricultura primaria

- Trabajo agrícola primario estacional* y para todo el año en todos los productos agrícolas primarios (es decir, ya no se usa la lista de productos nacionales del EDSC) en las siguientes ocupaciones:
 - [Peones ganaderos](#) (NOC 85100)
 - [Trabajadores especializados en ganadería y operadores de maquinaria agrícola](#) (NOC 84120)
 - [Trabajadores de viveros e invernaderos](#) (NOC 85103)
 - [Peones de cosecha](#) (NOC 85101)

Transformación estacional de pescado y marisco

- Trabajos estacionales* de transformación de pescado y marisco en las siguientes ocupaciones:
 - [Trabajadores de plantas de pescado y mariscos](#) (NOC 94142)
 - [Peones en la transformación de pescado y marisco](#) (NOC 95107)

Transformación primaria estacional de frutas y hortalizas

- Trabajo estacional* de transformación primaria de frutas y hortalizas que es sensible al tiempo y es importante para preservar frutas y hortalizas perecederas y prevenir el deterioro.
- Estos puestos se clasifican como [peones en la elaboración de alimentos y bebidas](#) (NOC 95106) que trabajan en el sector de fabricación de conservas de frutas y hortalizas y alimentos especiales ([NAICS 3114](#)).
- Tengan en cuenta que no todos los trabajos de elaboración de alimentos clasificados en virtud de NOC 95106 o NAICS 3114 son elegibles bajo el nuevo componente, ya que estas clasificaciones incluyen posiciones y sectores que pueden ir más allá del trabajo de elaboración de alimentos elegible.

*El trabajo estacional se define como un empleo de una duración no superior a 270 días.

Nota: Aunque está sujeto a la consulta de las partes interesadas, al revisar los documentos de discusión suponga que todos los demás puestos en el sector de la agricultura primaria y los

Guía instructiva para la participación de las partes interesadas

trabajos estacionales de transformación de pescado, mariscos y frutas y hortalizas no están incluidos en el nuevo componente. Estos puestos se tramitarán en virtud de las corrientes salariales de baja y alta cualificación del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales y no se les expedirá el permiso de trabajo específico del nuevo componente.

**Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales (TET):
Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de
transformación de pescado**

Índice

1. Asunto	1
2. Antecedentes	2
3. Posible enfoque	4
4. Consideraciones	10
5. Preguntas de discusión	12
Anexo A: Preguntas y respuestas para respaldar el documento de discusión sobre salarios y deducciones	14
Anexo B: Deducciones actuales permitidas en el marco del Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales (PTAT) y el componente agrícola.....	29

1. Asunto

El presente documento de reflexión pretende recabar opiniones sobre el desarrollo y la aplicación de un enfoque propuesto basado en el mercado para los salarios y las deducciones en el marco del nuevo componente agrícola y de transformación del pescado (el Componente) que tendría por objeto aprovechar la fortaleza del Programa de trabajadores agrícolas temporales (PTAT) con el objetivo de apoyar mejor a los empleadores, mejorar la experiencia de los trabajadores y ser coherente con los objetivos generales del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales (Programa TET).

Como se explica en las *Instrucciones para los grupos de interés* que se adjuntan, el nuevo Componente propone introducir varios cambios que tendrán un impacto directo en los trabajadores extranjeros temporales y sus empleadores. En el futuro, es primordial considerar cómo estos cambios diversos afectarían individual y colectivamente los salarios y las deducciones.

Una de las principales propuestas del nuevo componente es empezar a utilizar factores basados en el mercado para los salarios y las deducciones. De este modo, el Programa se ubicaría en una mejor posición para evitar la supresión de los salarios en el mercado laboral canadiense y ofrecer a los trabajadores extranjeros temporales la misma indemnización que la de los canadienses y residentes permanentes que desempeñan la misma ocupación en el mismo lugar con competencias y experiencia similares. Cuando corresponda, las deducciones por alojamiento, transporte, atención médica y otros requisitos también reflejarían las tarifas del mercado.

Este documento ofrece una visión general de los requisitos actuales del programa, un enfoque propuesto para los salarios y las deducciones, consideraciones clave y preguntas de discusión.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Las opiniones sobre estos elementos, así como sus propias ideas, no solo son bienvenidas, sino que se están recomendando.

2. Antecedentes

El nuevo Componente propuesto brinda la oportunidad de aprovechar la fortaleza del PTAT y revisar las políticas del programa para garantizar que respondan a la naturaleza cambiante del sector agrícola.

2.1 Autoridades generales del programa

La compensación es uno de los siete factores del mercado laboral que se tienen en cuenta en la Evaluación del Impacto en el Mercado Laboral (LMIA, por sus siglas en inglés) del Programa TET. Esto es coherente con el [artículo 203 del Reglamento de Inmigración y Protección de Refugiados \(IRPR\)](#) según el cual los salarios ofrecidos a los trabajadores extranjeros temporales deben ser coherentes con la tasa salarial prevaleciente para la ocupación y si las condiciones de trabajo cumplen los estándares canadienses generalmente aceptados. El salario predominante es el que se paga a los trabajadores existentes y no el que se ofrece a los trabajadores potenciales. El [sitio web de la Bolsa de Trabajo muestra los salarios medios](#) como indicador del salario predominante para cada ocupación por región económica. Como referencia, tenga en que por 'Bolsa de Trabajo' se entiende como 'Job Bank' en inglés. Para obtener más información, consulte las preguntas 1 a 4 de la sección Preguntas y Respuestas (Anexo A).

2.2 Normas y políticas actuales

Según la política de compensación del Programa TET, los salarios ofrecidos a los TET deben ser sustancialmente iguales, pero no menos favorables, que los salarios pagados a los canadienses en la misma región económica, para la misma ocupación con competencias y años de experiencia similares.

En la actualidad, el PTAT y el componente agrícola utilizan una metodología salarial predominante vinculada a la [Lista Nacional de Productos Básicos](#) (NCL, por sus siglas en inglés) del Programa TET. La NCL se actualiza anualmente utilizando el Índice de Precios al Consumidor (IPC). En los últimos años, esta metodología ha dado lugar a una mayor proporción de salarios que se basan en los salarios mínimos provinciales.

2.3 Factores de consideración

Según el IRPR, *“es probable que el empleo del extranjero tenga un efecto neutro o positivo en el mercado laboral de Canadá”* y *“las condiciones de trabajo ofrecidas al extranjero [deben] cumplir con las normas canadienses generalmente aceptadas”*. Como tal, la metodología NCL, al estar estadísticamente correlacionada con el salario mínimo provincial, genera inconsistencias con otros componentes del Programa TET.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Para obtener más información sobre las metodologías salariales actualmente en uso o las deducciones permitidas, consulte las Preguntas y Respuestas del (Anexo A). Tenga en cuenta que las Preguntas y Respuestas son muy detalladas y contienen mucha información útil. Todos los gráficos son ilustrativos.

2.4 Principios rectores para el camino por delante

Las siguientes consideraciones son importantes al evaluar todos los elementos de cualquier nueva metodología propuesta en materia de salarios y deducciones.

- Mejora de la experiencia de los trabajadores.
 - Será importante evaluar y comparar los salarios y las deducciones de los trabajadores extranjeros temporales según los componentes antiguos y nuevos para garantizar que cualquier costo adicional tenga en cuenta la experiencia general del trabajador.
- Armonización de los requisitos del programa.
 - Estandarización de los requisitos del programa para que los empleadores y los trabajadores extranjeros temporales que apoyan el suministro de alimentos de Canadá no tengan que cumplir y comprender múltiples requisitos del programa que son específicos de cada componente del programa o país de origen.
- Transición fluida a una nueva metodología de salarios y deducciones.
 - Cualquier cambio en los salarios y las deducciones debe implementarse de manera gradual y equilibrada.
- Sensibilidad a las variaciones existentes en el país.
 - La metodología salarial propuesta debe tener en cuenta las diferentes realidades entre provincias y regiones, manteniendo y no favoreciendo a una determinada provincia, categoría de empleador o tipo de ocupaciones (NOC).
 - También es importante tener en cuenta las especificidades del Programa en Quebec. Por ejemplo, Quebec fija los salarios de acuerdo con su metodología específica según la Carta de Entendimiento firmada en 2012. Esto puede llevar a metodologías de salarios y deducciones que sean exclusivas de Quebec.
- Reducción de la carga administrativa.
 - Las nuevas metodologías salariales y de deducción deben ser fácilmente comprensibles y no crear una carga excesiva en términos de gestión de recursos humanos y requisitos de presentación de informes a Service Canada o a la Agencia Canadiense Administración Tributaria.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

3. Posible enfoque

3.1 Salarios en el marco del nuevo Programa de Mano de Obra Extranjera para la Agricultura y la Transformación de Pescado como aportaciones

Para posicionar mejor el programa, garantizando que se utiliza un enfoque basado en el mercado para fijar los salarios, el nuevo Componente exigiría a todos los empleadores que paguen a los trabajadores extranjeros temporales el salario medio regional, según lo publicado en la Bolsa de Trabajo, para la ocupación y la región aplicables. Si el salario medio regional (Comunidad/Zona en la Bolsa de Trabajo) aparece como “n/a”, se aplicaría el salario medio provincial/territorial y, si no está disponible, se aplicaría el salario medio nacional. El salario medio se utilizaría para determinar el salario predominante para cada ocupación. Representa el punto medio de la distribución salarial cuando los salarios se clasifican por orden numérico.

Este enfoque sería más coherente con el de otros componentes del Programa TET. Por ejemplo, en el marco de los componentes generales de salarios bajos y altos, los empleadores deben pagar el salario más alto de los dos, el salario medio regional publicado en la Bolsa de Trabajo o el salario provincial cuando el salario regional no esté disponible. También puede ser un salario que esté dentro del rango salarial pagado a los empleados actuales del empleador que trabajan en la misma ocupación y el mismo lugar de trabajo con las mismas competencias y años de experiencia. Esta metodología garantiza que los trabajadores extranjeros temporales reciban un salario comparable al ofrecido a los canadienses que realizan el mismo trabajo en la misma región.

Para facilitar la transición, proponemos aplicar un enfoque gradual a lo largo de uno o varios años para trasladar los salarios del PTAT y del componente agrícola a un nuevo enfoque según el mercado utilizando, por ejemplo, un aumento del 33 % en el primer año y del 66 % en el segundo, basado en la diferencia entre los salarios vinculados a la NCL y la mediana de los salarios de la Bolsa de Trabajo regional o provincial. Si los salarios vinculados a la NCL son más elevados, seguirán vigentes hasta que aumenten los salarios medios regionales o provinciales de la Bolsa de Trabajo sean.

A continuación se muestra un ejemplo de peones de cosecha en el marco de la NCL de frutas y verduras.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

NOC 85101 - Harvesting labourers / Manoeuvres à la récolte										
Province	2023 Job Bank Wages (2021-2022 Reference Period)	2024 Job Bank Wages (2022-2023 Reference Period)	Minimum Wage Rates	2023 NCL	2024 NCL	2025 NCL Wages			Transitional Years	
	Median_Wage	Median_Wage		Fruit and Vegetables	Fruit and Vegetables	Fruit and Vegetables			Year 1 (33%)	Year 2 (66%)
						Wages	% Variance	\$ Variance		
Canada	\$ 16.50	\$ 17.50	\$ 17.30							
Newfoundland and Labrador	\$ 15.00	\$ 16.00	\$ 15.60	\$ 13.70	\$ 15.00	\$ 15.60	2.6%	\$ 0.40	\$ 15.73	\$ 15.86
Prince Edward Island	\$ 16.65	\$ 18.00	\$ 16.00	\$ 13.77	\$ 15.00	\$ 16.00	12.5%	\$ 2.00	\$ 16.66	\$ 17.32
Nova Scotia	\$ 15.00	\$ 16.23	\$ 15.20	\$ 13.67	\$ 15.00	\$ 15.47	4.9%	\$ 0.76	\$ 15.72	\$ 15.97
New Brunswick	\$ 17.50	\$ 18.00	\$ 15.30	\$ 13.75	\$ 14.75	\$ 15.30	17.6%	\$ 2.70	\$ 16.19	\$ 17.08
Quebec	\$ 17.00	\$ 18.00	\$ 15.75							\$ 11.88
Ontario	\$ 16.55	\$ 17.20	\$ 17.20	\$ 15.83	\$ 16.71	\$ 17.23	-0.2%	-\$ 0.03	\$ 17.23	\$ 17.23
Manitoba	\$ 20.00	\$ 21.95	\$ 15.80	\$ 13.50	\$ 15.30	\$ 15.80	38.9%	\$ 6.15	\$ 17.83	\$ 19.86
Saskatchewan	\$ 25.00	\$ 25.00	\$ 15.00	\$ 13.00	\$ 14.00	\$ 15.00	66.7%	\$ 10.00	\$ 18.30	\$ 21.60
Alberta	\$ 17.95	\$ 20.00	\$ 15.00	\$ 16.52	\$ 17.44	\$ 17.98	11.2%	\$ 2.02	\$ 18.65	\$ 19.31
British Columbia	\$ 16.75	\$ 17.40	\$ 17.40	\$ 16.05	\$ 16.95	\$ 17.48	-0.5%	-\$ 0.08	\$ 17.48	\$ 17.48

Consulte la pregunta 7 del Anexo A sobre preguntas y respuestas para ver la misma comparación para otras ocupaciones (NOC).

Se propone una transición gradual para ayudar a los grupos de interés a cumplir los nuevos requisitos y políticas. Cuando exista una discrepancia significativa entre los salarios de la Bolsa de Trabajo y los vinculados a la NCL, el periodo transitorio para los salarios y las deducciones puede requerir más tiempo para su plena aplicación. Por ejemplo, esto también podría lograrse mediante un aumento de 3 años o incluso un periodo más largo.

El Programa también podría establecer una proporción anual máxima que limitara el aumento de los salarios y las deducciones para garantizar una transición fluida. Esto también repercutiría en el tiempo necesario para cumplir el objetivo político.

Téngase en cuenta también que los salarios de transición deberán tener en cuenta la actualización anual de los salarios medios de la Bolsa de Trabajo (actualizados anualmente con un desfase de 2 años). El segundo y otros posibles años de transición adicionales también podrían calcularse utilizando los nuevos salarios de la Bolsa de Trabajo publicados anualmente (por ejemplo, la media de los últimos salarios medios y los vinculados a la NCL).

3.2 Salarios de las ocupaciones del sector de la pesca, el marisco y de los empleos de transformación primaria de frutas y verduras.

En el caso de los sectores estacionales de la pesca, el marisco y la transformación primaria de alimentos que actualmente acceden al Programa a través del componente general de salarios bajos, ya están utilizando un enfoque basado en el mercado. Por ello, el enfoque transitorio que se propone puede no ser necesario para establecer los salarios. La información salarial regional se utilizaría para fijar los salarios en esos sectores (fuera de Quebec). A modo de referencia, en

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

el cuadro que figura a continuación se indican los salarios medios de la Bolsa de Trabajo de 2023 y 2024 a nivel provincial.

Salario medio provincial de la Bolsa de Trabajo para puestos de transformación de pescado, marisco y alimentos por parte de los NOC*						
Provincia	Trabajadores de pescaderías y marisquerías (NOC 94142)		Trabajadores en la transformación de alimentos y bebidas (NOC 95106)**		Trabajadores en la transformación de pescado y marisco (NOC 95107)	
	2023	2024	2023	2024	2023	2024
Terranova y Labrador	16,60	17,05	18,00	20,00	16,60	17,22
Isla del Príncipe Eduardo	15,00	16,00	17,00	17,50	16,00	16,89
Nueva Escocia	15,50	16,20	17,34	18,00	16,81	17,33
Nuevo Brunswick	16,00	16,50	15,53	18,20	16,50	17,00
Quebec	17,90	18,79	18,00	19,25	17,27	18,30
Ontario	20,00	20,00	18,27	19,00	17,00	18,00
Manitoba	19,23	17,25	17,00	18,24	18,00	18,00
Saskatchewan			17,25	17,87		
Alberta			19,51	21,00		
Columbia Británica	18,00	19,00	18,00	19,00	16,75	17,50

* Período de referencia 2021-2022 y 2022-2023 para los salarios actualmente publicados en la Bolsa de Trabajo (desfase de 2 años actualizado anualmente en otoño)

** Para el nuevo programa, se limitará a quienes trabajan en el sector de conservación de frutas y verduras y fabricación de alimentos especiales (NAICS 3114)*** Si no hay salario medio regional o provincial disponible en la Bolsa de Trabajo, se utilizará el promedio nacional.

3.3 Deducciones por país socio, vivienda y transporte en el marco del nuevo Programa de Mano de Obra Extranjera para la transformación de la agricultura y el pescado

En coincidencia con la revisión salarial, también es importante revisar las deducciones permitidas y los enfoques graduales necesarios para modificarlas, ya que se determinaron y acordaron teniendo en cuenta el salario ofrecido a los trabajadores extranjeros temporales.

Paralelamente a la propuesta salarial, es necesario que los importes de las deducciones de los trabajadores del PTAT y del Componente Agrícola garanticen que los costos de vivienda y otros costos clave del empleador se basen en las tasas del mercado. Consulte el Anexo B donde se ofrece una visión general de las deducciones actualmente autorizadas en el marco del PTAT y del componente agrícola.

También es importante señalar que todas las demás deducciones fuera del Programa TET que se exigen en virtud de la legislación federal o provincial deben mantenerse y respetarse.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Como parte de esta revisión, el Programa está considerando lo siguiente:

- La introducción de una nueva deducción por vivienda según el estado actual del mercado. Por ejemplo, se podría considerar un rango del 5 % al 30 % de los ingresos brutos mensuales antes de impuestos. La deducción por vivienda también podría cambiar en función del tipo de alojamiento que el empleador ofrezca (por ejemplo, apartamento frente a barraca). También será importante definir los elementos que podrían incluirse en la deducción por alojamiento (por ejemplo, internet).
 - Otra posibilidad podría ser que los empleadores cubrieran el costo total de la vivienda, como se exige actualmente en el PTAT.
 - Se utiliza un mínimo de tasa del 5 % para las deducciones de vivienda y se acerca relativamente a lo que son actualmente las deducciones en el marco del componente agrícola.
 - La deducción del 30 % para el rango potencial más alto se basa en las directrices de la Corporación Canadiense Hipotecaria y de Vivienda, según las cuales “la vivienda se considera “asequible” si cuesta menos del 30 % de los ingresos antes de impuestos de un hogar”. La Agencia del Consumidor Financiero de Canadá también recomienda que “el alquiler y los gastos relacionados con la vivienda no superen el 35 % de [los] ingresos brutos del hogar”.
- Para agilizar y simplificar los requisitos del programa, las deducciones del nuevo Componente se limitarían a los países de origen, al alojamiento que el empleador ofrezca, a las comidas y los uniformes y a las deducciones por transporte. Si se llega a un acuerdo sobre este enfoque, se suprimirían otras deducciones como la de servicios públicos (específica del PTAT).
- La deducción por país de origen especificada en los contratos de trabajo PTAT de 2025 es de \$1,08 diarios para el trabajador mexicano y de \$6,29 diarios para los países caribeños participantes. Estas deducciones no cubren necesariamente las mismas prestaciones y servicios y su importe y método de cálculo (por ejemplo, jornada laboral frente a días) difieren. Aunque esta cuestión está sujeta a nuevas actividades de negociación y compromiso, es necesario entablar conversaciones para determinar si existe la oportunidad de simplificar las deducciones del país de origen para todos los países participantes en el marco del subcomponente de acuerdos bilaterales entre países.
- El documento para discusión sobre el transporte principalmente se centraba en el mecanismo y el modelo para gestionar el transporte, pero no abordaba en detalles específicos cómo se establecerían los costos y las deducciones. Por lo tanto, solicitamos opiniones sobre los dos modelos siguientes para los costos de transporte:

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

- Una posibilidad es que sea gratuito para los trabajadores, según los componentes agrícola y de bajos salarios (agricultura primaria y bajos salarios generales), en virtud de los cuales los empleadores son totalmente responsables de pagar el transporte de ida y vuelta sin recuperación de costos de los trabajadores extranjeros temporales. Esto ayudaría a estandarizar los requisitos del programa en todos los componentes del programa.
 - Otra consideración podría ser incluir la recuperación de costos para el transporte de ida y vuelta utilizando un enfoque similar al que se permite actualmente en el marco del PTAT.
- Comidas y uniforme:
 - Cuando se ofrezcan, las deducciones por comidas y uniformes serían las mismas para todos los trabajadores del nuevo componente, independientemente del país de origen. Esto también tendría que estar permitido en la jurisdicción en la que se encuentre el trabajador. Por ejemplo, en Alberta no se permiten deducciones por uniformes.

El siguiente cuadro ofrece una aproximación de los salarios en el marco del actual modelo PTAT y agrícola en comparación con el rango mínimo y máximo de deducciones que se están estudiando en el marco del nuevo componente propuesto.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Escenario ilustrativo de los posibles ingresos netos, antes del impuesto sobre la renta, de los trabajadores de la cosecha en Ontario					
	Enfoque actual			Máximo y mínimo rango posible que explora el nuevo Componente	
Ingresos/Costos mensuales	PTAT		Componente agrícola	Alcance mínimo	Alcance máximo
	Caribe	México			
Ingresos brutos	\$3581,08				
Deducciones del país de origen	\$162,76 (\$6,26 por día laborable)	\$32,85 (\$1,08 por día)	0	\$32,85 (\$1,08 por día)	\$162,76 (\$6,26 por día laborable)
Deducciones por vivienda	0	0	\$129,90 (en la granja \$30 por semana)	\$179,05 (5 % de los ingresos brutos)	\$1074,32 (30 % de los ingresos brutos)
Transporte	\$61,75 (\$494 para Toronto dividido por 8)	\$78,75 (\$630 para Toronto dividido por 8)	\$0	\$0	70,25 (Promedio del PTAT Caribe y México)
Costos de servicios	71,50 (\$2,75 por día laborable)		0	<i>Fusionado con deducciones por vivienda</i>	
Total general	\$3285,07	\$3397,98	\$3451,18	\$3369,18	\$2273,75
Deducciones totales	\$296,01	\$183,10	\$129,90	\$221,90	\$1307,33
Proporción de deducciones según los ingresos brutos	8,27 %	5,11 %	3,63 %	5,92 %	36,51 %
Notas:					
<ul style="list-style-type: none"> • Tarifa por hora de \$17,23 a 48 horas semanales/30,42 días o 26 días laborables al mes. • El alcance mínimo se basa en una deducción de \$1,08/día, una deducción del 5 % por vivienda y el transporte a cargo del empleador. • El alcance máximo se basa en una deducción de \$6,26/día de trabajo por país, una deducción del 30 % por vivienda y deducciones promedio PTAT por transporte. • Las deducciones para PTAT y el componente agrícola se basan en las deducciones identificadas en los contratos PTAT de 2025. <ul style="list-style-type: none"> ○ Los empleadores pueden recuperar hasta el 50 % del costo del vuelo de ida y vuelta de un TET, dentro de un periodo máximo prescrito. ○ Contrato PTAT México: \$1,05/día para la cobertura de seguro médico no ocupacional ○ Contrato PTAT del Caribe: \$5,45/día para cubrir los honorarios administrativos del gobierno, seguro médico suplementario, pasaje aéreo a Kingston, Jamaica y honorarios de exámenes médicos. 					

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

- En el marco del componente agrícola, los empleadores pueden deducir un máximo de \$30 semanales en concepto de viviendas en granjas.
- A efectos ilustrativos, no se incluyen las comidas ni los uniformes, ya que la mayoría de los empleadores no los ofrecen.

Consulte la pregunta 8 del Anexo A sobre preguntas y respuestas para ver el mismo análisis para otras ocupaciones (NOC) y el Anexo B para ver las deducciones actualmente permitidas en virtud del PTAT y el componente agrícola.

4. Consideraciones

4.1 Posibles problemas jurisdiccionales

En Canadá, los derechos de todos los trabajadores, incluidos los trabajadores extranjeros temporales, están protegidos por las leyes federales y provinciales. Los trabajadores extranjeros temporales tienen los mismos derechos y protecciones que los canadienses y los residentes permanentes. Como tal, los empleadores deben cumplir con las normas de empleo y contratación vigentes en la jurisdicción donde se encuentran.

La metodología final para los salarios y las deducciones debe tener en cuenta los códigos laborales provinciales. Por ejemplo, [en Alberta](#), “los empleadores pueden, con autorización escrita del empleado, reducir el salario de éste **por debajo del salario mínimo en un máximo de \$4.41** por cada día que el empleador ofrezca alojamiento al empleado”. Es importante identificar estos tipos de deducciones y normativas provinciales para tener una visión holística de todos los costos asociados que deben tenerse en cuenta para la revisión de los salarios y las deducciones.

4.2 Consideraciones de los grupos de interés

La tabla a continuación ofrece información sobre algunas de las consideraciones de los grupos de interés. No se trata de una lista exhaustiva, y el proceso de consulta ayudará a confirmar e incluir consideraciones adicionales.

Consideraciones para grupos de interés clave	
Grupo de interés	Consideraciones
Provincias y territorios	La nueva metodología de salarios y deducciones deberá respetar los códigos laborales provinciales y territoriales. Otras consideraciones clave son que el nuevo salario sea equitativo en términos de competitividad provincial y que no haya fluctuaciones salariales importantes entre los niveles provincial y regional. Para gestionar el flujo de trabajadores y apoyar a los funcionarios de las administraciones provinciales, como los funcionarios de salud pública, el programa también explorará la viabilidad de mejorar el mecanismo de intercambio de información con otras jurisdicciones.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Consideraciones para grupos de interés clave	
Grupo de interés	Consideraciones
Trabajadores	<p>Un elemento clave del Programa TET es brindar a los trabajadores extranjeros temporales una experiencia valiosa y beneficiosa mientras trabajan en Canadá. Como tal, un elemento clave es establecer una estructura para los salarios y las deducciones que mejore o mantenga el salario y las prestaciones. Los trabajadores extranjeros temporales generalmente tendrán expectativas más altas con respecto a la vivienda con la introducción o el aumento de las deducciones por alojamiento que el empleador ofrezca. También será importante garantizar que los trabajadores sean conscientes y comprendan cómo esto puede afectarles. Estos cambios tendrán que estar claramente identificados en las condiciones de su contrato y convenio laboral.</p> <p>A los trabajadores se les podrían presentar opciones en términos de deducciones y adaptaciones que el empleador ofrezca; también necesitarán conocer sus derechos y comprender los requisitos propuestos para poder tomar una decisión informada.</p>
Empleadores	<p>Se desarrollarán políticas específicas para el nuevo componente con la intención de garantizar la equidad y la transparencia. Los empleadores necesitarán saber con mucha antelación qué implica el nuevo modelo para la gestión de su fuerza laboral.</p>
Países participantes en el PTAT	<p>El nuevo componente ofrece la oportunidad de revisar los memorandos de entendimiento existentes y discutir las oportunidades de revisar las disposiciones sobre intercambio de información y la información adicional que podría compartirse en materia de salarios, deducciones y nuevas ocupaciones.</p> <p>Por último, el Programa TET reconoce el valor y las ventajas de los servicios y el apoyo ofrecidos por los países participantes para proteger a los trabajadores y administrar el Programa. Será importante mantener y reforzar la colaboración con los países de origen.</p>
Organizaciones de apoyo a los trabajadores migrantes	<p>Es de vital importancia para el Programa garantizar que los trabajadores estén protegidos y se beneficien de las mismas condiciones laborales que los canadienses y los residentes permanentes. El nuevo componente debe mantener o generar mejoras en términos de experiencia de los trabajadores y condiciones laborales.</p>
Público en general	<p>Será importante disponer de una metodología salarial que pueda evitar la supresión del crecimiento salarial en el mercado laboral canadiense.</p>

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Consideraciones para grupos de interés clave	
Grupo de interés	Consideraciones
	Durante su estancia en Canadá, los trabajadores extranjeros temporales gozan de las mismas protecciones en el lugar de trabajo en virtud de las normas de empleo federales, provinciales y territoriales aplicables que los canadienses y los residentes permanentes.

5. Preguntas de discusión

En esta sección se describen preguntas destinadas a orientar las opiniones de los grupos de interés en relación con los salarios y las deducciones en virtud del nuevo componente propuesto. Es posible que no todas las preguntas sean aplicables a su organización o grupo de interés. Por favor, responda a éstas y señale otras consideraciones sobre este tema que considere oportunas.

1. ¿Qué opina de la propuesta de aplicar un enfoque según el mercado para determinar los salarios y las deducciones?
 - a. ¿Debería pagarse a los trabajadores extranjeros temporales el salario medio regional (es decir, el salario predominante) publicado en la Bolsa de Trabajo para el NOC y el lugar de trabajo pertinentes?
2. ¿Cuál es su opinión sobre la introducción o revisión de una deducción por alojamiento que el empleador ofrezca?
 - a. ¿Hasta qué punto deberían poder deducir los empresarios?
 - b. ¿Cuál sería el porcentaje ideal entre el 5 % y el 30 % de los ingresos brutos mensuales antes de impuestos del trabajador extranjero temporal y por qué?
 - c. ¿Debería basarse el porcentaje en el tipo de alojamiento ofrecido?
 - d. ¿Las deducciones por vivienda deben ser fijas (\$), variables (%) o híbridas (por ejemplo, una parte igual para todos los trabajadores y otra según un porcentaje de los ingresos mensuales brutos o en el tipo de alojamiento ofrecido)?
 - e. ¿Existen leyes provinciales o locales que deban tenerse en cuenta para implantar este enfoque?
3. Si se determina que el transporte es deducible y no gratuito para los trabajadores, ¿cuál sería el enfoque óptimo para las deducciones por transporte?
 - a. ¿Debería replicar el PTAT donde los trabajadores cubren la mitad del costo hasta un máximo específico, o basarse en componentes agrícolas y de bajos salarios donde el empleador debe cubrir completamente los costos de transporte?
 - b. Si se considera la posibilidad de compartir los costos, ¿debería dividirse en partes iguales (50 %) entre el trabajador y el empleador contratante, o se preferiría otra proporción o método? Por favor, comparta sus ideas y explique cuál es su preferencia y por qué.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

4. ¿En qué medida deberían estar vinculadas la deducción salarial y la deducción por vivienda?
 - a. Si los nuevos salarios son similares a los salarios vinculados a la NCL anteriores, ¿hasta qué punto podrían aumentarse las deducciones por vivienda?
5. ¿Cómo puede el ESDC facilitar una transición fluida para aplicar los nuevos salarios y deducciones, mitigando al mismo tiempo cualquier impacto negativo para empleadores y trabajadores?
 - a. ¿Se apoyaría un aumento porcentual máximo anual tanto para los empleadores como para los trabajadores?
6. ¿Existen otros elementos que deberían tenerse en cuenta al revisar los salarios y las deducciones de los trabajadores extranjeros temporales?

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Anexo A: Preguntas y respuestas para respaldar el documento de discusión sobre salarios y deducciones

_Toc192065944

Pregunta 1: ¿Qué es la Clasificación Nacional de Ocupaciones (NOC) (definición y propósito)?	15
Pregunta 2: ¿En qué consiste la metodología vinculada a la Lista Nacional de Productos Básicos (NCL)?	15
Pregunta 3: ¿Cuál es la otra metodología salarial predominante fuera del PTAT y el componente agrícola?	16
Pregunta 4: ¿Cómo debo interpretar la información sobre salarios de la Bolsa de Trabajo y del Mercado Laboral?	16
Pregunta 5: ¿Cómo se comparan entre sí los salarios medios vinculados a la NCL y los de la Bolsa de Trabajo?	17
Pregunta 6: ¿Cómo se comparan las provincias en términos de las NOC y salarios medios de la Bolsa de Trabajo?	20
Pregunta 7: ¿Cuáles son los impactos económicos de la transición salarial entre la NCL y la nueva metodología propuesta?	20
Pregunta 8: ¿Cuál es el impacto potencial de las deducciones propuestas sobre los ingresos salariales mensuales de los trabajadores extranjeros temporales?	22
Pregunta 9: ¿Cuál es la cantidad de puestos aprobados por la LMIA para trabajadores extranjeros temporales por producto básico de la NCL?	25
Pregunta 10: ¿Cuáles son los salarios vinculados a la NCL 2024?	26
Pregunta 11: ¿Cuáles son los salarios mínimos por hora en cada provincia?	26
Pregunta 12: ¿Cuáles son las ocupaciones elegibles incluidas actualmente en el nuevo Componente propuesto?	26
Pregunta 13: ¿Cuál es la definición de agricultura primaria para los puestos de agricultura primaria?	27
Pregunta 14: ¿Qué tipo de trabajo se permite en el nuevo componente para los puestos de pescado y marisco?	27
Pregunta 15: ¿Cuáles son algunas de las consideraciones adicionales para los puestos relacionados con frutas y/o verduras en el marco del nuevo componente?	28
Anexo B: Deducciones actuales permitidas en el marco del Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales (PTAT) y el componente agrícola	29

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Pregunta 1: ¿Qué es la Clasificación Nacional de Ocupaciones (NOC) (definición y propósito)?

Respuesta: La Clasificación Nacional de Ocupaciones (NOC, por sus siglas en inglés) es la referencia nacional para las ocupaciones en Canadá. Ofrece una estructura de clasificación sistemática que categoriza toda la serie de actividades ocupacionales en Canadá para recopilar, analizar y difundir datos ocupacionales para la información sobre el mercado laboral y la administración de programas relacionados con el empleo. El Ministerio de Empleo y Desarrollo Social de Canadá (ESDC, por sus siglas en inglés), junto con la Dirección General de Estadísticas de Canadá, es responsable de la NOC. Su función principal es clasificar las ocupaciones con el fin de recopilar información estadística sólida, objetiva y confiable para realizar el censo.

Pregunta 2: ¿En qué consiste la metodología vinculada a la Lista Nacional de Productos Básicos (NCL)?

Respuesta: La metodología vinculada a la Lista Nacional de Productos Básicos (NCL) se aplica desde hace más de 10 años para determinar el salario vigente en el Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales (PTAT) y el componente agrícola. Cuando se estableció esta metodología también se tuvieron en cuenta las prestaciones no monetarias.

Se calcula indexando el salario anual anterior al 1º de enero por el Índice de Precios al Consumidor (IPC) y seleccionando el más alto entre los salarios mínimos provinciales/territoriales (PT) o el salario indexado por el IPC.

La tasa de inflación del IPC se calcula sobre la base de la media del IPC mensual de [la Dirección General de Estadísticas de Canadá no desestacionalizado](#) de 12 meses (de julio del año anterior a junio del año en curso) de comparación interanual de todos los artículos al nivel canadiense del IPC.

El objetivo principal de esta metodología es ajustar los salarios pagados a los trabajadores de la agricultura primaria en función de los cambios en la inflación, que es un enfoque comúnmente utilizado para ajustar las pensiones y los salarios sindicalizados para mantener el poder adquisitivo de los salarios a lo largo del tiempo. Sin embargo, en los dos ciclos anuales anteriores, muchos PT aumentaron su salario mínimo, lo que llevó a utilizar los salarios mínimos provinciales vigentes para determinar los salarios NCL.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Pregunta 3: ¿Cuál es la otra metodología salarial predominante fuera del PTAT y el componente agrícola?

Respuesta: Los salarios ofrecidos a los trabajadores extranjeros temporales deben ser similares a los salarios pagados a los empleados canadienses y residentes permanentes contratados para el mismo puesto y lugar de trabajo, y con competencias y años de experiencia similares.

A efectos del Programa TET, los empleadores deben pagar, como mínimo, el salario vigente para la ocupación. El salario predominante en los componentes para puestos con salarios bajos y altos se define como el más alto de cualquiera de los siguientes:

- El salario medio por hora regional para la ocupación publicado en el Informe de Salarios de la Bolsa de Trabajo (o el salario medio provincial cuando el regional no esté disponible).
- Un salario que esté dentro del rango salarial pagado a los empleados actuales del empleador que trabajan en la misma ocupación y el mismo lugar de trabajo con las mismas competencias y años de experiencia.

Los empleadores que contratan a TET para puestos sindicados deben ofrecer los mismos salarios y formas de indemnización que las establecidas en el convenio colectivo.

Para contratar un TET en Quebec, los empleadores deben consultar la tabla salarial proporcionada por el Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI).

Pregunta 4: ¿Cómo debo interpretar la información sobre salarios de la Bolsa de Trabajo y del Mercado Laboral?

Respuesta: Los salarios de la Bolsa de Trabajo se determinan utilizando una metodología conjunta del Ministerio de Empleo y Desarrollo Social de Canadá y la Dirección General de Estadísticas de Canadá. Se revisan y actualizan en el sitio web de la Bolsa de Trabajo anualmente, generalmente en el otoño. Hay un desfase de dos años en la disponibilidad de la información salarial publicada en la Bolsa de Trabajo. Por ello, el periodo de referencia para los salarios de 2023 utilizados en la plataforma Bolsa de Trabajo e Información del Mercado Laboral (LMI) es a partir del ejercicio 2021-2022.

Los salarios se determinan para cada una de las 516 ocupaciones de la Clasificación Nacional de Ocupaciones (2021), a nivel nacional, provincial, territorial y de región económica.

Al consultar salarios en la Bolsa de Trabajo, se publican tres salarios: el salario bajo, el salario medio y el salario alto.

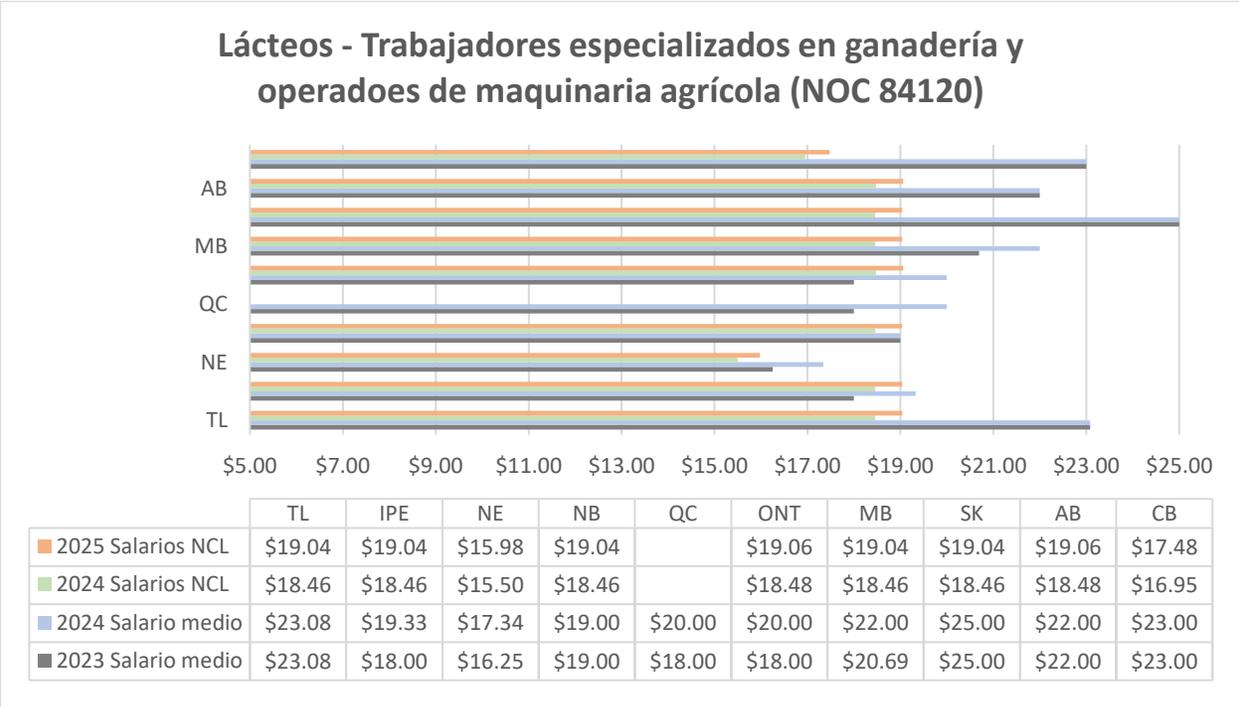
- El salario bajo, en la mayoría de los casos, corresponde al percentil 10. Por ejemplo, si el salario bajo es \$20,00/hora, esto significa que el 10 % de los trabajadores en la ocupación gana \$20,00/hora o menos.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

- El salario medio es el indicador del salario predominante para cada ocupación. El salario medio representa el punto medio de la distribución salarial cuando los salarios se clasifican por orden numérico.
 - Se prefiere el salario medio al salario promedio porque es menos sensible a los valores extremos o anecdóticos y es probablemente más representativo de los salarios típicos dentro de una ocupación.
- El salario alto, en la mayoría de los casos, corresponde al percentil 90. Por ejemplo, si el salario alto es \$40,00/hora, esto significa que el 90 % de los trabajadores en la ocupación gana \$40,00/hora o menos.

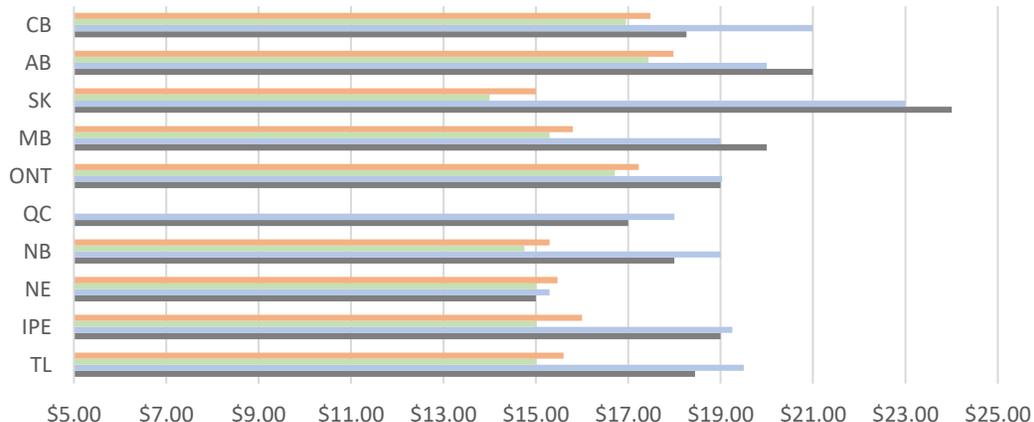
Pregunta 5: ¿Cómo se comparan entre sí los salarios medios vinculados a la NCL y los de la Bolsa de Trabajo?

Respuesta: En los siguientes gráficos se comparan los salarios medios provinciales NCL y de la Bolsa de Trabajo para cada NOC y los principales productos.



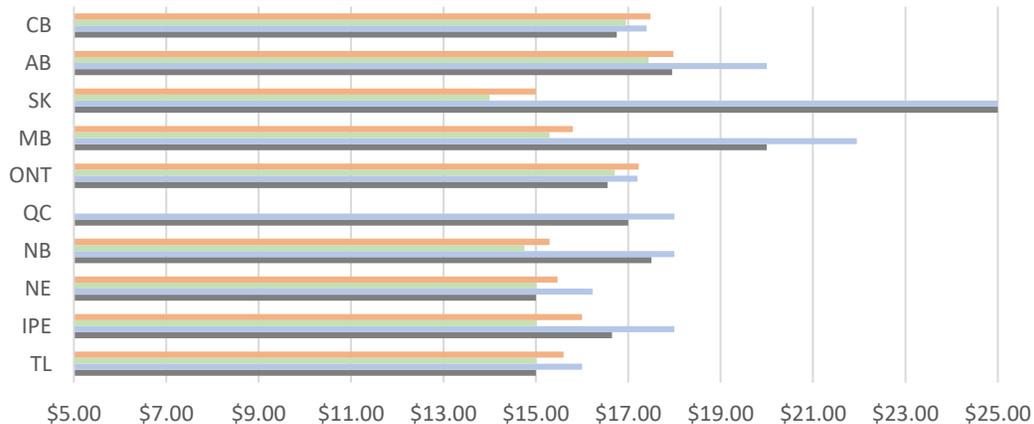
Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Apicultura - Peones ganaderos (NOC 85100)



	TL	IPE	NE	NB	QC	ONT	MB	SK	AB	CB
2025 Salarios NCL	\$15.60	\$16.00	\$15.47	\$15.30		\$17.23	\$15.80	\$15.00	\$17.98	\$17.48
2024 Salarios NCL	\$15.00	\$15.00	\$15.00	\$14.75		\$16.71	\$15.30	\$14.00	\$17.44	\$16.95
2024 Salario medio	\$19.50	\$19.25	\$15.30	\$19.00	\$18.00	\$19.03	\$19.00	\$23.00	\$20.00	\$21.00
2023 Salario medio	\$18.45	\$19.00	\$15.00	\$18.00	\$17.00	\$19.00	\$20.00	\$24.00	\$21.00	\$18.26

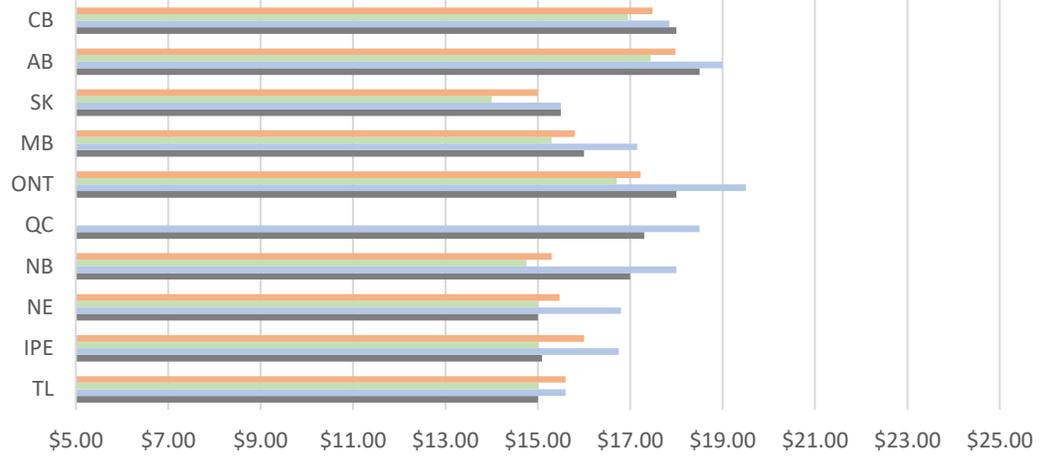
Frutas y verduras - Peones de cosecha (NOC 85101)



	TL	IPE	NE	NB	QC	ONT	MB	SK	AB	CB
2025 Salarios NCL	\$15.60	\$16.00	\$15.47	\$15.30		\$17.23	\$15.80	\$15.00	\$17.98	\$17.48
2024 Salarios NCL	\$15.00	\$15.00	\$15.00	\$14.75		\$16.71	\$15.30	\$14.00	\$17.44	\$16.95
2024 Salario medio	\$16.00	\$18.00	\$16.23	\$18.00	\$18.00	\$17.20	\$21.95	\$25.00	\$20.00	\$17.40
2023 Salario medio	\$15.00	\$16.65	\$15.00	\$17.50	\$17.00	\$16.55	\$20.00	\$25.00	\$17.95	\$16.75

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Trabajadores de viveros e invernaderos (NOC 85103)

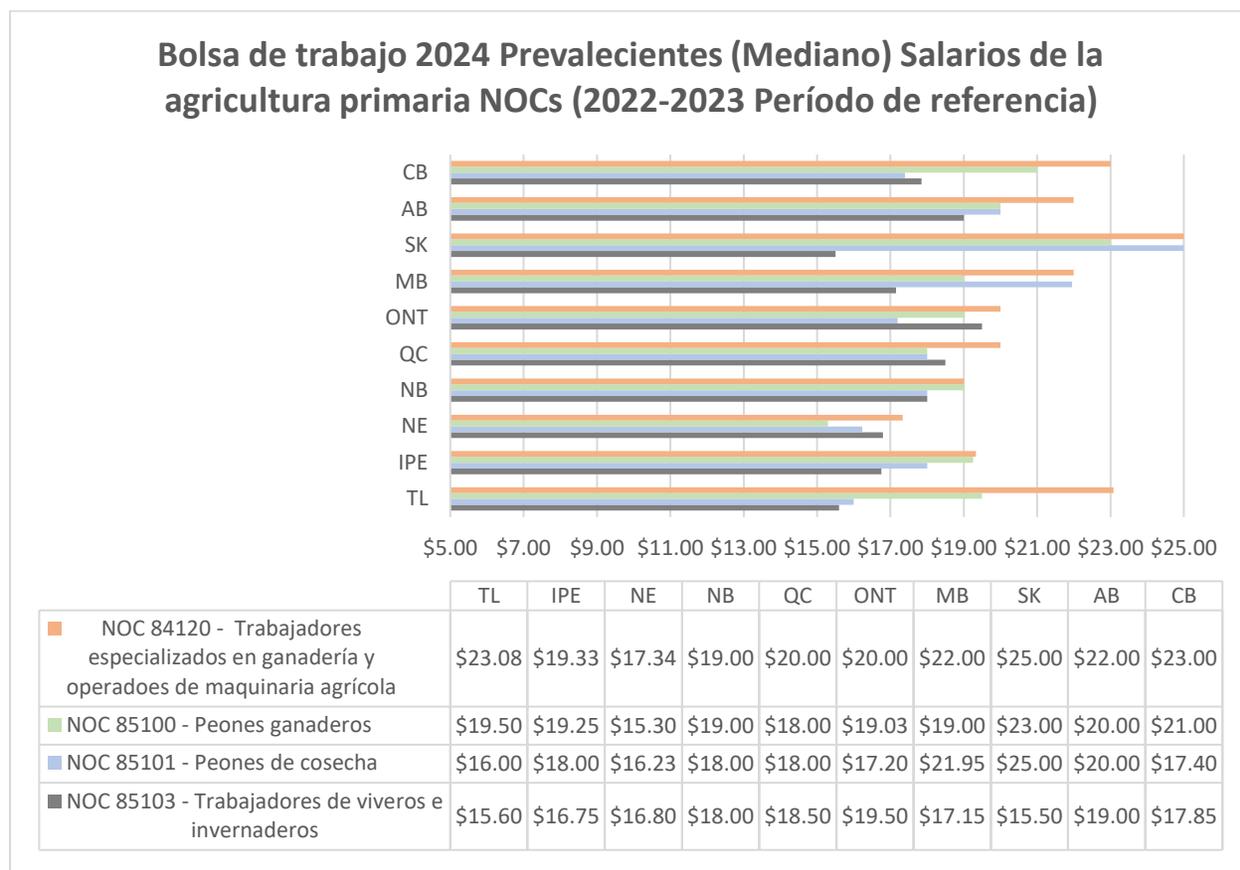


	TL	IPE	NE	NB	QC	ONT	MB	SK	AB	CB
2025 Salarios NCL	\$15.60	\$16.00	\$15.47	\$15.30		\$17.23	\$15.80	\$15.00	\$17.98	\$17.48
2024 Salarios NCL	\$15.00	\$15.00	\$15.00	\$14.75		\$16.71	\$15.30	\$14.00	\$17.44	\$16.95
2024 Salario medio	\$15.60	\$16.75	\$16.80	\$18.00	\$18.50	\$19.50	\$17.15	\$15.50	\$19.00	\$17.85
2023 Salario medio	\$15.00	\$15.09	\$15.00	\$17.00	\$17.30	\$18.00	\$16.00	\$15.50	\$18.50	\$18.00

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Pregunta 6: ¿Cómo se comparan las provincias en términos de las NOC y salarios medios de la Bolsa de Trabajo?

Respuesta: El siguiente gráfico y tabla ofrece una descripción general de la fluctuación entre los PT.



Pregunta 7: ¿Cuáles son los impactos económicos de la transición salarial entre la NCL y la nueva metodología propuesta?

Respuesta: Las tablas que figuran a continuación ofrecen ejemplos basados en una transición de dos años. Téngase en cuenta también que el plan de transición para los salarios deberá tener en cuenta la actualización anual de los [salarios medios de la Bolsa de Trabajo](#) (actualizados anualmente con un desfase de 2 años). Por lo tanto, el año 2 sería diferente una vez implantado y se actualizaría en otoño, cuando se publiquen los nuevos salarios de la Bolsa de Trabajo.

Para no repercutir negativamente en los trabajadores extranjeros temporales, el enfoque propuesto busca mantener los salarios vinculados a la NCL si son más altos que los salarios vigentes en la Bolsa de Trabajo.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Para facilitar la consulta, las tablas que figuran a continuación utilizan el salario medio provincial. Para obtener los salarios regionales, visite el [sitio web de información sobre el mercado laboral de la Bolsa de Trabajo](#).

NOC 85103 - Trabajadores de viveros e invernaderos										
Provincia	Bolsa de trabajo 2023 Salarios prevalecientes (2021-2022 periodo de referencia)	Bolsa de trabajo 2024 Salarios prevalecientes (2022-2023 periodo de referencia)	Salario mínimo	2023 Salarios NCL	2024 Salarios NCL	2025 Salarios NCL			Años de transición	
	Salario_medio	Salario_medio				Salarios	% Varianza	\$ Varianza	Año 1 (33%)	Año 2 (66%)
Terranova y Labrador	\$ 15.00	\$ 15.60	\$ 15.60	\$ 13.70	\$ 15.00	\$ 15.60	0%	\$ -	\$ 15.60	\$ 15.60
Isla del Príncipe Eduardo	\$ 15.09	\$ 16.75	\$ 16.00	\$ 13.77	\$ 15.00	\$ 16.00	5%	\$ 0.75	\$ 16.25	\$ 16.50
Nueva Escocia	\$ 15.00	\$ 16.80	\$ 15.20	\$ 13.67	\$ 15.00	\$ 15.47	9%	\$ 1.33	\$ 15.91	\$ 16.35
Nuevo Brunswick	\$ 17.00	\$ 18.00	\$ 15.30	\$ 13.75	\$ 14.75	\$ 15.30	18%	\$ 2.70	\$ 16.19	\$ 17.08
Quebec	\$ 17.30	\$ 18.50	\$ 15.75							
Ontario	\$ 18.00	\$ 19.50	\$ 17.20	\$ 15.83	\$ 16.71	\$ 17.23	13%	\$ 2.27	\$ 17.98	\$ 18.73
Manitoba	\$ 16.00	\$ 17.15	\$ 15.80	\$ 13.50	\$ 15.30	\$ 15.80	9%	\$ 1.35	\$ 16.25	\$ 16.69
Saskatchewan	\$ 15.50	\$ 15.50	\$ 15.00	\$ 13.00	\$ 14.00	\$ 15.00	3%	\$ 0.50	\$ 15.17	\$ 15.33
Alberta	\$ 18.50	\$ 19.00	\$ 15.00	\$ 16.52	\$ 17.44	\$ 17.98	6%	\$ 1.02	\$ 18.32	\$ 18.65
Columbia Británica	\$ 18.00	\$ 17.85	\$ 17.40	\$ 16.05	\$ 16.95	\$ 17.48	2%	\$ 0.37	\$ 17.60	\$ 17.72
Territorio del Yukón			\$ 17.59	\$ 16.05	\$ 16.95	\$ 17.59				

NOC 85100 - Peones ganaderos										
Provincia	Bolsa de trabajo 2023 Salarios prevalecientes (2021-2022 periodo de referencia)	Bolsa de trabajo 2024 Salarios prevalecientes (2022-2023 periodo de referencia)	Salario mínimo	2023 Salarios NCL	2024 Salarios NCL	2025 Salarios NCL (Lácteos)			Años de transición	
	Salario_medio	Salario_medio		Lácteos	Lácteos	Salario	% Varianza	\$ Varianza	Año 1 (33%)	Año 2 (66%)
Canadá	\$ 18.60	\$ 19.00	\$17.30							
Terranova y Labrador	\$ 18.45	\$ 19.50	\$15.60	\$ 14.68	\$ 15.50	\$ 15.98	22%	\$ 3.52	\$ 17.14	\$ 18.30
Isla del Príncipe Eduardo	\$ 19.00	\$ 19.25	\$16.00	\$ 13.77	\$ 15.00	\$ 16.00	20%	\$ 3.25	\$ 17.07	\$ 18.15
Nueva Escocia	\$ 15.00	\$ 15.30	\$15.20	\$ 13.67	\$ 15.00	\$ 15.47	-1%	-\$ 0.17	\$ 15.47	\$ 15.47
Nuevo Brunswick	\$ 18.00	\$ 19.00	\$15.30	\$ 13.75	\$ 14.75	\$ 15.30	24%	\$ 3.70	\$ 16.52	\$ 17.74
Quebec	\$ 17.00	\$ 18.00	\$15.75							
Ontario	\$ 19.00	\$ 19.03	\$17.20	\$ 15.83	\$ 16.71	\$ 17.23	10%	\$ 1.80	\$ 17.82	\$ 18.42
Manitoba	\$ 20.00	\$ 19.00	\$15.80	\$ 14.73	\$ 15.55	\$ 16.04	18%	\$ 2.96	\$ 17.02	\$ 17.99
Saskatchewan	\$ 24.00	\$ 23.00	\$15.00	\$ 14.73	\$ 15.55	\$ 16.04	43%	\$ 6.96	\$ 18.34	\$ 20.63
Alberta	\$ 21.00	\$ 20.00	\$15.00	\$ 16.52	\$ 17.44	\$ 17.98	11%	\$ 2.02	\$ 18.65	\$ 19.31
Columbia Británica	\$ 18.26	\$ 21.00	\$17.40	\$ 16.05	\$ 16.95	\$ 17.48	20%	\$ 3.52	\$ 18.64	\$ 19.80

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

NOC 84120 - Trabajadores especializados en ganadería y operadores de maquinaria agrícola										
Provincia	Bolsa de trabajo 2023	Bolsa de trabajo 2024	Salario mínimo	2023	2024	2025 Salarios NCL			Años de transición	
	Salarios prevaletientes (2021-2022 período de referencia)	Salarios prevaletientes (2022-2023 período de referencia)		Salarios NCL	Salarios NCL					
	Salario_medio	Salario_medio		Bovino		Salario	% Varianza	\$ Varianza	Año 1 (33%)	Año 2 (66%)
Terranova y Labrador	\$23.08	\$23.08	\$15.60							
Isla del Príncipe Eduardo	\$18.00	\$19.33	\$16.00	\$17.48	\$18.46	\$19.04	2%	\$0.29	\$19.14	\$19.23
Nueva Escocia	\$16.25	\$17.34	\$15.20	\$14.68	\$15.50	\$15.98	9%	\$1.36	\$16.43	\$16.88
Nuevo Brunswick	\$19.00	\$19.00	\$15.30	\$17.48	\$18.46	\$19.04	0%	-\$0.04	\$19.04	\$19.04
Quebec	\$18.00	\$20.00	\$15.75							
Ontario	\$18.00	\$20.00	\$17.20	\$17.10	\$18.06	\$18.62	7%	\$1.38	\$19.08	\$19.53
Manitoba	\$20.69	\$22.00	\$15.80	\$17.48	\$18.46	\$19.04	16%	\$2.96	\$20.02	\$20.99
Saskatchewan	\$25.00	\$25.00	\$15.00	\$17.48	\$18.46	\$19.04	31%	\$5.96	\$21.01	\$22.97
Alberta	\$22.00	\$22.00	\$15.00	\$17.13	\$18.09	\$18.65	18%	\$3.35	\$19.76	\$20.86
Columbia Británica	\$23.00	\$23.00	\$17.40	\$16.05	\$16.95	\$17.48	32%	\$5.52	\$19.30	\$21.12

Pregunta 8: ¿Cuál es el impacto potencial de las deducciones propuestas sobre los ingresos salariales mensuales de los trabajadores extranjeros temporales?

Respuesta: Las siguientes tablas ofrece una simulación para comparar salarios y deducciones del PTAT, el componente agrícola y el nuevo componente propuesto. El método de cálculo se basa en lo siguiente:

- Los salarios por hora de 2024 utilizados en las tablas a continuación se basan en el salario medio más alto de la Bolsa de Trabajo, los salarios vinculados a la NCL o los salarios mínimos provinciales.
- Los cálculos del PTAT Caribe se basan en 4,33 semanas al mes, un horario de 48 horas semanales, 6 días laborables a la semana (26 días laborables al mes y 30,42 días al mes), una deducción por país de origen de \$7,11 por día laborable, la deducción máxima por pasajes aéreos para cada provincia se divide entre 8 meses, así como deducciones por vivienda solo en la Columbia Británica (\$946,95, máximo dividido entre 8) y \$2,75 por día laborable para servicios públicos (Isla del Príncipe Eduardo, Nueva Escocia, Nuevo Brunswick, Ontario, Manitoba y Alberta).
- Los cálculos de PTAT México se basan en 4,33 semanas al mes con 30,42 días al mes, un horario de 48 horas semanales, 6 días laborables a la semana (26 días laborables al mes), un seguro médico de \$1,08 al día, la deducción máxima por pasaje aéreo para cada provincia dividida por 8 meses, así como deducciones por vivienda solo en BC (\$902,17, máximo dividido por 8) y \$2,75 por día laborable para servicios públicos (Isla del Príncipe Eduardo, Nueva Escocia, Nuevo Brunswick, Ontario, Manitoba y Alberta).
- En el caso del componente agrícola, representa los ingresos brutos mensuales (48 horas semanales durante 4,33 semanas al mes) deducidos del costo mensual de 30\$ por semana con 4,33 semanas por mes. Los pasajes aéreos y el seguro médico se ofrecen sin costo para el trabajador bajo esta modalidad.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

- Para el nuevo componente propuesto, las deducciones de vivienda aún no están determinadas. El 5 % y el 30 % se utilizan como posibles umbrales mínimos o máximos que podrían considerarse en el nuevo componente.
- En cuanto al transporte, en la primera opción está a cargo del empleador y en la segunda se basa en el modelo PTAT.

Frutas y verduras: peones de cosecha (NOC 85101), - 48 horas de trabajo semanales							
Provincias	Salarios		Promedio del salario bruto mensual antes de impuestos				
	Salario por hora	Fuentes	PTAT		Componente agrícola	Una deducción de \$1,08/día, una deducción del 5 % por vivienda y el transporte a cargo del empleador. (Rango de deducción más bajo)	Una deducción de \$6,26/día de trabajo por país, una deducción del 30 % por vivienda y deducciones medias PTAT por transporte. (Rango de deducción más alto)
			Caribe	México			
Terranova y Labrador	16,00	Bolsa de Trabajo	\$3068,68	\$3199,71	\$3195,54	\$3126,31	\$2071,61
Isla del Príncipe Eduardo	18,00	Bolsa de Trabajo	\$3416,36	\$3548,64	\$3611,22	\$3521,21	\$2366,71
Nueva Escocia	16,23	Bolsa de Trabajo	\$3048,48	\$3180,76	\$3243,34	\$3171,73	\$2109,20
Nuevo Brunswick	18,00	Bolsa de Trabajo	\$3416,36	\$3548,64	\$3611,22	\$3521,21	\$2366,71
Quebec							
Ontario	17,23	NCL	\$3285,07	\$3397,98	\$3451,18	\$3369,18	\$2273,75
Manitoba	21,95	Bolsa de Trabajo	\$4234,08	\$4364,73	\$4432,19	\$4301,13	\$2937,33
Saskatchewan	25,00	Bolsa de Trabajo	\$4939,49	\$5069,27	\$5066,10	\$4903,35	\$3380,63
Alberta	20,00	Bolsa de Trabajo	\$3811,67	\$3965,57	\$4026,90	\$3916,11	\$2648,13
Columbia Británica	17,48	NCL	\$3351,91	\$3487,42	\$3503,14	\$3418,54	\$2380,37

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Lácteos: trabajadores especializados en ganadería y operadores de maquinaria agrícola (NOC 84120), 48 horas de trabajo semanales							
Provincias	Salarios		Promedio del salario bruto mensual antes de impuestos				
	Salario por hora	Fuentes*	PTAT		Componente agrícola	Una deducción de \$1,08/día, una deducción del 5 % por vivienda y el transporte a cargo del empleador. (Rango de deducción más bajo)	Una deducción de \$6,26/día de trabajo por país, una deducción del 30 % por vivienda y deducciones medias PTAT por transporte. (Rango de deducción más alto)
			Caribe	México			
Terranova y Labrador	\$23,08	JB	\$4540,19	\$4671,22	\$4667,05	\$4524,25	\$3101,67
Isla del Príncipe Eduardo	\$19,33	JB	\$3692,79	\$3825,07	\$3887,65	\$3783,82	\$2560,21
Nueva Escocia	\$17,34	JB	\$3279,19	\$3411,47	\$3474,05	\$3390,89	\$2270,69
Nuevo Brunswick	\$19,04	NCL	\$3632,51	\$3764,80	\$3827,37	\$3726,56	\$2518,02
Quebec							
Ontario	\$20,00	JB	\$3860,79	\$3973,70	\$4026,90	\$3916,11	\$2676,75
Manitoba	\$22,00	JB	\$4244,47	\$4375,13	\$4442,58	\$4311,00	\$2944,60
Saskatchewan	\$25,00	JB	\$4939,49	\$5069,27	\$5066,10	\$4903,35	\$3380,63
Alberta	\$22,00	JB	\$4227,35	\$4381,25	\$4442,58	\$4311,00	\$2939,10
Columbia Británica	\$23,00	JB	\$4499,19	\$4634,70	\$4650,42	\$4508,45	\$3183,46

* JB son las siglas de Job Bank median wages (salarios medios de la Bolsa de Trabajo) y NCL la de commodity-based wage methodology (metodología salarial según los productos básicos para el 2025).

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Lácteos: peones de ganaderos (NOC 85100), 48 horas de trabajo semanales							
Provincias	Salarios		Promedio del salario bruto mensual antes de impuestos				
	Salario por hora	Fuentes*	PTAT		Componente agrícola	Una deducción de \$1,08/día, una deducción del 5 % por vivienda y el transporte a cargo del empleador. (Rango de deducción más bajo)	Una deducción de \$6,26/día de trabajo por país, una deducción del 30 % por vivienda y deducciones medias PTAT por transporte. (Rango de deducción más alto)
			Caribe	México			
Terranova y Labrador	\$19,50	JB	\$3796,12	\$3927,15	\$3922,98	\$3817,38	\$2580,82
Isla del Príncipe Eduardo	\$19,25	JB	\$3676,16	\$3808,44	\$3871,02	\$3768,02	\$2548,57
Nueva Escocia	\$15,47	NCL	\$2890,52	\$3022,81	\$3085,38	\$3021,67	\$1998,63
Nuevo Brunswick	\$19,00	JB	\$3624,20	\$3756,48	\$3819,06	\$3718,66	\$2512,20
Quebec							
Ontario	\$19,03	JB	\$3659,19	\$3772,09	\$3825,30	\$3724,58	\$2535,63
Manitoba	\$19,00	JB	\$3620,95	\$3751,61	\$3819,06	\$3718,66	\$2508,14
Saskatchewan	\$23,00	JB	\$4523,81	\$4653,59	\$4650,42	\$4508,45	\$3089,65
Alberta	\$20,00	JB	\$3811,67	\$3965,57	\$4026,90	\$3916,11	\$2648,13
Columbia Británica	\$21,00	JB	\$4083,51	\$4219,02	\$4234,74	\$4113,55	\$2892,49

* JB son las siglas de Job Bank median wages (salarios medios de la bolsa de trabajo) y NCL la de commodity-based wage methodology (metodología salarial según los productos básicos).

Pregunta 9: ¿Cuál es la cantidad de puestos aprobados por la LMIA para trabajadores extranjeros temporales por producto básico de la NCL?

Respuesta: La siguiente tabla ofrece información sobre el número de puestos aprobados en 2023 por producto básico.

Puestos aprobados por producto básico en 2023 para el PTAT y el componente agrícola		
Productos	PTAT	Componente agrícola
Frutas y verduras	39 752	28 202
Árboles de vivero (incluidos árboles de Navidad, invernaderos/viveros)	6645	2479
Flores	3411	1485
Tabaco	2220	104
Lácteos	35	2230

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Puestos aprobados por producto básico en 2023 para el PTAT y el componente agrícola		
Productos	PTAT	Componente agrícola
Productos apiarios	708	1455
Setas	39	1994
Cerdos	99	1611
Aves de corral	278	874
Granos	176	895
Jarabe de arce	195	674
Ovejas	373	158
Césped	252	134
Semillas de siembra	129	247
Bovino	34	320
Semillas oleaginosas	28	187
Pato	0	110
Semilla de colza pedigrí	26	26
Caballo	1	21
Visión	2	14

Pregunta 10: ¿Cuáles son los salarios vinculados a la NCL 2024?

Respuesta: Los salarios vinculados a la NCL 2024 están [actualmente disponibles en nuestro sitio web](#).

Pregunta 11: ¿Cuáles son los salarios mínimos por hora en cada provincia?

Respuesta: Visite este sitio web: [Current and Forthcoming General Minimum Wage Rates in Canada- Canada.ca](#).

Pregunta 12: ¿Cuáles son las ocupaciones elegibles incluidas actualmente en el nuevo Componente propuesto?

Respuesta: Como se comunicó anteriormente, las Clasificaciones Nacionales de Ocupaciones (NOC) elegibles para el Nuevo Programa de Mano de Obra Extranjera para la Agricultura y la Transformación de Pescado son actualmente las siguientes:

- Empleos agrícolas primarios:
 - Peones ganaderos (NOC 85100).

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

- Trabajadores especializados en ganadería y operadores de maquinaria agrícola (NOC 84120).
- Trabajadores de viveros e invernaderos (NOC 85103).
- Peones de cosecha (NOC 85101).
- Trabajos de transformación de alimentos, pescado o marisco:
 - Peones en la transformación de alimentos y bebidas (NOC 95106) limitado a aquellos que trabajan en el sector de conservas de frutas y verduras y fabricación de alimentos especiales (NAICS 3114).
 - Trabajadores de plantas de pescado y mariscos (NOC 94142).
 - Peones en la transformación de pescado y marisco (NOC 95107).

En cuanto a los productos básicos permitidos en el nuevo Componente, se propone eliminar el requisito de que los productos agrícolas estén incluidos en la NCL para participar en el programa. En octubre de 2024, el ESDC compartió un documento de discusión para recabar la opinión de los grupos de interés sobre la lista propuesta de ocupaciones elegibles en el marco del nuevo Componente.

Pregunta 13: ¿Cuál es la definición de agricultura primaria para los puestos de agricultura primaria?

Respuesta: Los puestos deben cumplir con la definición de trabajo agrícola primario, que se define como tareas que deben:

- Realizarse dentro de los límites de una finca agrícola, vivero o invernadero.
- Implicar al menos una de las siguientes actividades:
 - Manejo de maquinaria agrícola.
 - Alojamiento, cuidado, cría, saneamiento u otro tipo de manipulación de animales, distintos de los peces, con el fin de obtener productos animales crudos para el mercado, o actividades relacionadas con la recolección, manipulación y evaluación de dichos productos crudos.
 - La plantación, el cuidado, la cosecha o la preparación de cosechas, árboles, césped u otras plantas para el mercado.

Pregunta 14: ¿Qué tipo de trabajo se permite en el nuevo componente para los puestos de pescado y marisco?

Respuesta: La transformación de pescado o marisco debe ser un trabajo estacional y debe implicar lo siguiente:

- 1) Limpieza, envasado, manipulación de materiales y otras actividades elementales relacionadas con la transformación de pescado o marisco.
- 2) La instalación y el manejo de maquinaria para procesar y envasar pescado o marisco.
- 3) Corte, recorte y limpieza a mano de pescado o marisco.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

El documento de discusión sobre el ámbito ocupacional también ofrece más información sobre las ocupaciones y lo que implican.

Pregunta 15: ¿Cuáles son algunas de las consideraciones adicionales para los puestos relacionados con frutas y/o verduras en el marco del nuevo componente?

Respuesta: El trabajo de transformación de frutas y/o verduras debe cumplir con las siguientes 3 condiciones:

- 1) las funciones del puesto se corresponden con las de un [“Peón de transformación de alimentos y bebidas” \(NOC 95106\)](#)
- 2) el trabajo se limita estrictamente al procesamiento de frutas y/o verduras crudas mínimamente procesadas; y
- 3) el trabajo es de 270 días o menos (estacional).

Estos puestos implican el procesamiento de frutas y/o verduras crudas para evitar que se estropeen, hasta un punto en el que se produce una transformación sustancial del producto que daría lugar a un producto más refinado. Los productos más refinados, por ejemplo, se producen normalmente mediante la adición de múltiples ingredientes y/o múltiples etapas de transformación.

Los puestos que implican la transformación de frutas y/o verduras para crear uno o más de los siguientes productos, por ejemplo, generalmente son elegibles:

- Productos de frutas y/o verduras congelados, como bolsas de bayas, maíz y guisantes congelados.
- Conservas de frutas y/o verduras, como tomates guisados y salsa de tomate.
- Verduras encurtidas, como pepinillos y remolachas.
- Verduras y frutas deshidratadas y/o liofilizadas.
- Productos de frutas y/o verduras perecederos, como ensaladas listas para consumir, verduras y frutas peladas o cortadas.

Estos puestos suelen estar ubicados en plantas de transformación de frutas y verduras e implican la manipulación de materiales, la limpieza, el envasado y otras actividades elementales relacionadas con la elaboración de alimentos. Estas empresas también suelen estar ubicadas en el [sector de la fabricación de conservas de frutas y verduras y alimentos especiales \(NAICS 3114\)](#).

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Anexo B: Deducciones actuales permitidas en el marco del Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales (PTAT) y el componente agrícola

Deducciones	Contrato PTAT		Componente agrícola
	México	Caribe	
Pasaje aéreo	Los empleadores pueden recuperar hasta el 50 % del costo del vuelo de ida y vuelta de un trabajador extranjero temporal, dentro de un periodo máximo prescrito. Esta deducción no está permitida en BC.		Los empleadores siempre deben pagar los costos de transporte de ida y vuelta (por ejemplo, avión, tren, barco, automóvil, autobús) del trabajador extranjero temporal hasta el lugar de trabajo en Canadá y de regreso al país de residencia permanente del trabajador extranjero temporal.
	Los costos relacionados con los viajes aéreos se recuperarán mediante deducciones salariales periódicas a una tasa del 10 % del salario bruto del trabajador desde el primer día de pleno empleo.	Los costos relacionados con los viajes aéreos se recuperarán mediante deducciones salariales periódicas a una tasa del 10 % del salario bruto del trabajador, a partir del primer día de pleno empleo.	
	El importe máximo que se puede deducir:	El importe máximo que se puede deducir:	
	Charlottetown, PEI \$705,00	Isla del Príncipe Eduardo, Nueva Escocia, Nuevo Brunswick \$724,00	
	Halifax, NS \$705,00	St. John's, NL \$752,00	
	Fredericton, Moncton o St-John, NB \$705,00	Montreal, QC \$520,00	
	St. John's, NL \$743,00	Ottawa, ON \$518,00	
	Montreal, QC \$655,00	Toronto, ON \$494,00	
	Ottawa, ON \$637,00	Winnipeg, MB \$750,00	
	Toronto, ON \$630,00	Calgary, AB \$887,00	
Winnipeg, MB \$744,00	Regina/Saskatoon, SK \$750,00		
Calgary, AB \$695,00			

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Deducciones	Contrato PTAT		Componente agrícola
	México	Caribe	
	Regina/Saskatoon, SK \$751,00 Vancouver, BC n/a	Vancouver, BC n/a	
Deducciones del país de origen y seguro médico	Los empleadores deben garantizar que todos los trabajadores extranjeros temporales se registren en el seguro médico provincial/territorial.		Los empleadores deben garantizar que todos los trabajadores extranjeros temporales se registren en el seguro médico provincial/territorial. Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado del trabajador extranjero temporal durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T.
	México dispone de un seguro médico que paga el empleador y se recupera según el contrato de trabajo. El empleador puede deducir el costo de la cobertura médica no ocupacional mediante deducciones salariales periódicas a una tasa de prima de \$1,08 por día por trabajador.	\$6,26/día laboral para cubrir los costos administrativos del gobierno relacionados con: PTAT, seguro médico complementario, pasaje aéreo a Kingston, Jamaica y honorarios de exámenes médicos.	
Vivienda	El empleador se compromete a ofrecer vivienda existente sin costo alguno para el trabajador durante el tiempo en que el trabajador deba esperar en Canadá entre la finalización del contrato de trabajo del trabajador y el día del vuelo de regreso del trabajador a México.	Proporcionar alojamiento limpio y adecuado al trabajador sin costo alguno para este (excepto en British Columbia, donde los empleadores pueden aplicar deducciones por alojamiento).	Los empleadores deben proporcionar a los trabajadores extranjeros temporales una vivienda adecuada, conveniente y asequible según lo definido por la Corporación Canadiense Hipotecaria y de Vivienda. Empleadores que suministran: <ul style="list-style-type: none"> • Vivienda en la finca agrícola: pueden deducir un máximo de \$30 por semana (prorratedos por semanas parciales) del salario del trabajador extranjero temporal, a
	Solo para Columbia Británica: que los costos relacionados con el alojamiento serán	Solo para Columbia Británica: pagar al empleador los costos relacionados con el alojamiento	

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Deducciones	Contrato PTAT		Componente agrícola
	México	Caribe	
	<p>abonados por el trabajador a razón de \$5,85 por día laborable* del salario del trabajador a partir del primer día de pleno empleo. El importe abonado en concepto de alojamiento durante la estancia del trabajador en Canadá no puede superar los \$902,17.</p>	<p>mediante deducciones salariales periódicas la suma de \$7,11 por día laborable a partir del primer día de pleno empleo. El importe total abonado en concepto de alojamiento durante la estancia del trabajador en Canadá no puede superar los \$946,95.</p>	<p>menos que las normas laborales provinciales/territoriales aplicables especifiquen un importe inferior.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vivienda fuera de la finca agrícola: los códigos NOC 84120 (solo operadores de maquinaria agrícola), 85100, 85101 y 85103: pueden deducir un máximo de \$30 semanales (prorratedados por semanas parciales) del salario del trabajador extranjero temporal, a menos que las normas laborales provinciales/territoriales aplicables especifiquen un importe inferior. • Vivienda fuera la finca agrícola: los códigos NOC 80020, 80021, 82030, 82031 y 84120 (solo para trabajadores especializados en ganadería) deben garantizar que el alquiler no cueste más del 30 % de los ingresos brutos mensuales del trabajador extranjero temporal.
Lavandería	Las viviendas deben estar equipadas con servicios de	Ofrecer viviendas equipadas con servicio de lavandería, incluido	No hay requisitos establecidos en la póliza.

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Deducciones	Contrato PTAT		Componente agrícola
	México	Caribe	
	lavandería, incluido un número suficiente de lavadoras y secadoras. Si la vivienda no dispone de lavandería, el empleador debe proporcionar una vez por semana el transporte a una lavandería sin costo alguno para el trabajador y le dará \$16,50 por semana para los gastos de lavandería o un servicio de lavandería una vez por semana.	un número adecuado de lavadoras y secadoras. Si la vivienda no dispone de lavadoras y secadoras, el empleador dará al trabajador \$16,50 semanales para los gastos de lavandería y deberá proporcionar una vez a la semana transporte a una lavandería sin costo alguno para el trabajador o un servicio de lavandería una vez a la semana.	
Servicios públicos	<p>\$2,75/día laborable para 2025 Deducción diaria que refleja “los costos de los servicios públicos en relación con el empleo del trabajador”. No se permite en BC, QC y NFLD.</p> <p>*En Saskatchewan, los trabajadores empleados en invernaderos y viveros están exentos de esta deducción.</p>		No hay requisitos establecidos en la póliza.
Comida	Cuando el trabajador y el empleador acuerdan que este último ofrezca comidas al trabajador.		No hay requisitos establecidos en la póliza.
	En la mayoría de las provincias: máximo \$7,07 al día.	En la mayoría de las provincias: máximo \$11,50 al día.	
Uniforme	Cuando el empleador exija el uso de un uniforme y, cuando lo permitan las normas laborales provinciales/territoriales, el costo se repartirá al 50 % entre el empleador y el trabajador.		No hay requisitos establecidos en la póliza.
	Solo para Columbia Británica: ofrecer al trabajador un uniforme de trabajo, cuando lo		

Documento de discusión sobre los salarios y deducciones del nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Deducciones	Contrato PTAT		Componente agrícola
	México	Caribe	
	exija el empleador, sin costo alguno para el trabajador.		

**Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales (TET):
Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo
componente agrícola y de transformación de pescado**

Índice

1. Asunto	1
2. Antecedentes	1
3. Posible enfoque.....	4
4. Preguntas de discusión	5
Anexo A: Cobertura de seguro médico de TET por provincia o territorio y componente.....	6
Anexo B: Seguro COWAN en el marco del PTAT	19
Anexo C: Requisitos provinciales y territoriales para el seguro en el lugar de trabajo en las explotaciones agrícolas.	23

1. Asunto

El presente documento de discusión tiene por objeto ilustrar los requisitos en materia de cobertura de atención médica que se aplican actualmente a los empleadores del componente agrícola primario y del componente regular de bajos salarios, así como identificar los ámbitos que pueden reforzarse y acordarse mutuamente para mejorar la experiencia y la protección de los trabajadores durante su estancia en Canadá. Aquí se incluye el componente de bajos salarios se incluye aquí, ya que es el componente que se utiliza comúnmente para contratar trabajadores extranjeros temporales en ocupaciones estacionales relacionadas con el pescado, el marisco y la transformación primaria de alimentos. El Ministerio de Empleo y Desarrollo Social de Canadá (ESDC, por sus siglas en inglés) y el Ministerio de Inmigración, Refugiados y Ciudadanía de Canadá (IRCC) solicitan la opinión de los grupos de interés sobre los acuerdos de prestación de atención médica como una oportunidad para abordar los problemas y aportar claridad a los requisitos actuales del Programa en materia de cobertura de atención médica y seguro de seguridad en el lugar de trabajo, que se trasladarán al nuevo componente agrícola y de transformación del pescado. Los comentarios y las nuevas ideas o modelos en este ámbito no solo son bienvenidos, sino que se recomiendan.

2. Antecedentes

El sistema de atención médica de Canadá brinda a todos los residentes canadienses un acceso razonable a servicios médicos y hospitalarios médicamente necesarios sin tener que pagar de su bolsillo. En virtud de la política federal y provincial/territorial (P/T) vigente, los trabajadores extranjeros temporales de todo Canadá pueden acceder a los servicios de atención médica cuando trabajan en Canadá. Si bien existen requisitos del Programa TET para garantizar que los trabajadores accedan a un seguro médico cuando trabajan en Canadá, en general, la atención médica cae bajo la jurisdicción de P/T.

En cuanto al seguro de seguridad en el lugar de trabajo, los empleadores deben asegurarse siempre de que los trabajadores extranjeros temporales que deseen contratar en el marco del

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Programa TET (PTET) estén cubiertos por el proveedor de seguros de seguridad en el lugar de trabajo provincial/territorial, cuando así lo exija la ley. En caso de lesión o enfermedad en el lugar de trabajo, dicho seguro suele proporcionar: prestaciones por pérdida de ingresos, prestaciones médicas y servicios de rehabilitación.

2.1 Modificaciones del *Reglamento de Inmigración y Protección de los Refugiados*

Las enmiendas reglamentarias al [Reglamento de Inmigración y Protección de los Refugiados \(IRPR\) entraron en vigor en septiembre de 2022](#), para aumentar la protección de los trabajadores extranjeros temporales durante su estancia en Canadá. De este modo, una de estas enmiendas reglamentarias se refiere a la prestación de un seguro médico privado a los trabajadores extranjeros temporales durante las brechas sin cobertura en el seguro médico provincial. Esta enmienda requiere que todos los empleadores, excepto aquellos que contratan a través del Programa de Trabajadores Agrícolas Temporales (PTAT), obtengan y paguen un seguro médico privado que cubra la atención médica de urgencia sin costo alguno para el trabajador. Este seguro médico privado debe ser equivalente al plan de seguro médico de los P/T y cubrir cualquier periodo durante el cual el trabajador temporal extranjero no esté cubierto por el seguro médico aplicable de los TP/T al llegar a Canadá. En cuanto al PTAT, el acuerdo entre Canadá y los países participantes en el PTAT incluye disposiciones relativas al seguro de enfermedad, organizado por los países de origen.

	Si/cuándo es <u>elegible</u> para la cobertura P/T	Si/cuándo <u>no es elegible</u> para la cobertura P/T
Trabajador cubierto por...	Seguro médico suplementario <i>(a cargo del país PTAT, pagado por los trabajadores PTAT)</i>	
	Seguro médico P/T	Seguro médico privado <i>(ofrecido y pagado por el empleador)</i>

Es importante tener en cuenta que los periodos de carencia para la cobertura sanitaria P/T varían. Es responsabilidad del empleador asegurarse de que se realizan los trámites necesarios para la cobertura médica privada y de que esta cobertura esté vigente desde el momento en que el trabajador extranjero temporal llega a Canadá hasta que está cubierto por el plan de seguro médico P/T correspondiente. El ESDC aceptará un plan de seguro médico privado básico siempre que garantice que el trabajador extranjero temporal no tendrá que pagar por la atención médica si se enferma o lesiona mientras trabaja en Canadá y aún no está cubierto por el seguro médico para trabajadores temporales. Los empleadores también deben asegurarse de que los trabajadores temporales extranjeros se inscriban en el seguro médico P/T ni bien ni bien se vuelvan elegibles para este. (Consulte el Anexo A para ver un resumen detallado de la cobertura provincial por Provincia).

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Además, la elegibilidad para la cobertura médica en cada provincia también se determina en función de la validez del permiso de trabajo y la duración mínima de ese permiso de trabajo (descrita en el Anexo A).

2.2 Seguridad en el lugar de trabajo: Requisitos del Programa de Trabajadores Extranjeros Temporales

Además del plan de seguro médico privado básico a cargo de los empleadores durante los periodos en los que los trabajadores extranjeros temporales no están cubiertos por el seguro médico de P/T, todos los empleadores del Programa TET están obligados a inscribir a los trabajadores extranjeros temporales en el correspondiente seguro de seguridad en el trabajo público o privado cuando así lo exija la ley. Los empleadores deben garantizar que cualquier plan privado elegido proporcione el mismo nivel de indemnización que el ofrecido por un P/T (por ejemplo, debe proporcionar la misma o mejor cobertura que la ofrecida por el P/T), y que todos los empleados del lugar de trabajo estén cubiertos por el mismo proveedor.

Es importante señalar que la cobertura de seguridad en el lugar de trabajo adquirida por el empleador debe coincidir con el primer día de trabajo del trabajador extranjero temporal en Canadá y que los costos no deben recuperarse de los trabajadores extranjeros temporales.

2.3 Disposiciones en materia de atención médica específicas del Programa de Trabajadores Agrícolas temporales

En el marco del PTAT, países de origen como México y los 11 países caribeños participantes han dispuesto que sus trabajadores extranjeros temporales tengan un seguro médico privado a través del seguro COWAN (consulte el Anexo B para obtener un resumen facilitado por el seguro COWAN sobre la cobertura médica para los trabajadores agrícolas temporales). Este seguro suplementario cubre atención médica de emergencia durante cualquier periodo durante el cual el trabajador extranjero temporal no está cubierto por el seguro médico P/T aplicable. Aunque no es un requisito del Programa TET, este acuerdo médico es un requisito estipulado en los *Contratos de Empleo de Trabajadores Agrícolas Temporales* de México y el Caribe, que es firmado y acordado por trabajadores y empleadores. Como se describe en los respectivos contratos para la temporada 2025, a los trabajadores de México se les deduce \$1,08 por día por el costo de este seguro médico privado, y a los trabajadores del Caribe se les descuenta \$6,26 por día laborable, como parte de un pago de remesa que incluye la cobertura del seguro médico privado. Los empleadores también deben asegurarse de que todos los trabajadores extranjeros temporales se inscriban en el seguro médico P/T en cuanto cumplan los requisitos para hacerlo.

Según los contratos, si el trabajador no está cubierto por el plan P/T y el seguro suplementario del gobierno extranjero no es al menos equivalente al plan P/T, el empleador es responsable de garantizar que el trabajador esté cubierto por un seguro médico privado que cubra las posibles brechas de cobertura. Además de esta cobertura médica dispuesta por las naciones de origen y

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

como se describe en los contratos del PTAT en la sección correspondiente a la “salud y seguridad de los trabajadores”, los empleadores del PTAT están obligados a proporcionar un seguro de seguridad en el lugar de trabajo P/T o una póliza de seguro privada que brinde cobertura de salud al trabajador. En ninguna circunstancia un trabajador no debe estar cubierto en situaciones de enfermedad o lesión durante el periodo de empleo. Los costos relacionados con el seguro médico adicional no se pueden recuperar del trabajador.

3. Posible enfoque

Los comentarios y las nuevas ideas o modelos en este ámbito no solo son bienvenidos, sino que se recomiendan. El objetivo de las disposiciones propuestas en materia de atención médica es basarse en el enfoque del PTAT y garantizar que los trabajadores extranjeros temporales del nuevo componente tengan cobertura médica durante todo el periodo de trabajo, desde el primer día de empleo hasta el último día. Como se especifica en la Sección 2.1, todos los empleadores del nuevo Componente seguirían estando obligados a obtener y pagar un seguro médico privado durante cualquier periodo en el que los trabajadores extranjeros temporales no estén cubiertos. También se espera que los empleadores continúen ayudando a todos los trabajadores extranjeros temporales a registrarse para el seguro médico P/T tan pronto como sean elegibles. Para los trabajadores contratados bajo la categoría de Acuerdos Bilaterales entre Países, se espera que continúen las deducciones del país de origen por el seguro médico privado. En el caso de los trabajadores contratados en virtud de la categoría de país de origen, los empleadores deberán asumir la práctica actual de organizar la cobertura médica privada a partir del primer día de trabajo, hasta que el trabajador pueda optar por la cobertura médica P/T. Esto también incluye el requisito de obtener un seguro de seguridad en el lugar de trabajo o un seguro privado de seguridad en el lugar de trabajo si no se dispone de seguro P/T.

Los mismos requisitos se aplicarían a los trabajos estacionales. Los empleadores en el marco del régimen actual son responsables de pagar el seguro médico privado durante los periodos de trabajo estacional que comienzan el primer día de empleo y terminan el último día. Esto seguiría siendo igual con el nuevo Componente. Además, si un trabajador extranjero temporal aún no ha cumplido el periodo de admisibilidad para la cobertura médica P/T y cambia de empleador, el nuevo empleador estaría obligado a obtener y pagar un seguro médico privado durante el periodo de trabajo para el que el trabajador no esté cubierto por el programa de seguro médico P/T.

En cuanto al seguro en el lugar de trabajo, estamos buscando comentarios de los grupos de interés para determinar si el programa debería introducir un requisito para proporcionar seguro en el lugar de trabajo cuando no sea obligatorio en una jurisdicción determinada. Esto ayudaría a garantizar que los trabajadores extranjeros temporales tengan la misma cobertura independientemente de la jurisdicción (Consulte el Anexo C).

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

4. Preguntas de discusión

Esta sección describe preguntas que tienen como objetivo a guiar a los grupos de interés mediante comentarios sobre sus expectativas con respecto a los requisitos actuales del programa de atención médica. Las preguntas de discusión que figuran a continuación pueden servir de guía; sin embargo, las observaciones no se limitan a estas preguntas. Al mismo tiempo, es posible que no todas las preguntas sean aplicables a su organización o grupo de interés.

Preguntas para todos los grupos de interés:

- 1) ¿Son suficientes los actuales beneficios de atención médica privada en todos los componentes del Programa TET? ¿Qué áreas podrían mejorarse?
- 2) ¿Pueden acceder fácilmente los empleadores y los trabajadores extranjeros temporales a la información sobre los requisitos de atención médica en el marco del Programa TET, incluidos los periodos de espera P/T?
- 3) ¿Debería permitirse a los empleadores del nuevo componente hacer deducciones por el seguro médico privado?
- 4) ¿Existe el deseo de exigir a los empleadores que obtengan el seguro adecuado para los costos asociados al fallecimiento de un trabajador en Canadá, que incluiría cobertura para la repatriación o el entierro del cuerpo? ¿Obtienen actualmente los empleadores un seguro para esto?
- 5) ¿Debería ser obligatorio el seguro de seguridad en el lugar de trabajo en una finca agrícola en virtud del nuevo Componente, independientemente de la jurisdicción?

Preguntas específicas para provincias/jurisdicciones:

- 6) En su jurisdicción, ¿perdería un trabajador extranjero temporal su cobertura de atención médica si regresa a su país de origen y vuelve a Canadá para trabajar en un nuevo contrato en una fecha posterior (dentro de la validez de su permiso de trabajo)?
 - a. ¿Ha tenido alguna experiencia/problema con trabajadores que se desplazan de una provincia a otra?
- 7) ¿Podría eximirse o prorrogarse el periodo de espera en situaciones en las que un trabajador extranjero temporal se traslada a trabajar a su provincia desde otra provincia cuando el trabajador extranjero temporal casi ha completado el periodo de espera en la provincia anterior?
- 8) Para su jurisdicción, ¿es precisa la información sobre seguro médico (Anexo A) y seguro de seguridad en el lugar de trabajo (Anexo C) y refleja las normas y reglamentos vigentes?

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Anexo A: Cobertura de seguro médico de TET por provincia o territorio y componente

P/T	Artículo	Agr. prim: PTAT	Agr. prim: Agrícola	Agr. prim: Puestos de salarios bajos	Agr. prim: Puestos de salarios altos	Salario bajo	Salario alto	Global Talent Stream (GTS)
Terranova y Labrador	Periodo de espera:	No						
	Fecha de inicio:	Fecha de inicio del permiso de trabajo						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						
	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos internacionales.	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. El permiso de trabajo debe ser válido durante al menos 12 meses para un empleador específico en NL. Se requiere un permiso de trabajo de al menos 6 meses, para un empleador específico en NL, para los trabajadores internacionales que entran en la provincia en el marco del Programa de Nominados Provinciales de Terranova y Labrador (NLPNP, por sus siglas en inglés) del Programa de Inmigración del Atlántico (AIP, por sus siglas en inglés). Para esta categoría también se requiere una carta de confirmación del empleador.					

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

P/T	Artículo	Agr. prim: PTAT	Agr. prim: Agrícola	Agr. prim: Puestos de salarios bajos	Agr. prim: Puestos de salarios altos	Salario bajo	Salario alto	Global Talent Stream (GTS)
Isla del Príncipe Eduardo	Periodo de espera:	No						
	Fecha de inicio:	Fecha de inicio del permiso de trabajo						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						
	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. El permiso de trabajo es necesario para demostrar que el TET puede trabajar legalmente en PEI durante al menos 183 días. PEI Medicare puede solicitar una carta de prueba de empleo.					
Nueva Escocia	Periodo de espera:	No						
	Fecha de inicio:	Fecha de inicio del permiso de trabajo						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						
	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. El permiso de trabajo debe tener una duración mínima de 12 meses. El trabajador no puede ausentarse de NS por más de 31 días, salvo que sea un requisito de su empleo.					

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

P/T	Artículo	Agr. prim: PTAT	Agr. prim: Agrícola	Agr. prim: Puestos de salarios bajos	Agr. prim: Puestos de salarios altos	Salario bajo	Salario alto	Global Talent Stream (GTS)
Nuevo Brunswick	Periodo de espera:	No hay periodo de espera si el TET proviene de fuera de Canadá y la fecha de inicio depende de la fecha de inicio del permiso de trabajo y de la fecha de traslado a Canadá. Hay un periodo de espera de 3 meses si el TET procede de otra P/T, independientemente de si tenía cobertura en la otra P/T. La fecha de inicio depende de la fecha de inicio del permiso de trabajo.						
	Fecha de inicio:							
	Periodo de validez:							
	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. El permiso de trabajo debe tener una duración mínima de 12 meses.					

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

P/T	Artículo	Agr. prim: PTAT	Agr. prim: Agrícola	Agr. prim: Puestos de salarios bajos	Agr. prim: Puestos de salarios altos	Salario bajo	Salario alto	Global Talent Stream (GTS)
Quebec	Periodo de espera:	No	No (solo para los TET de Guatemala, Honduras y El Salvador).	Sí				
	Fecha de inicio:	Día de llegada	Día de llegada	3 meses				
	Periodo de validez:	Duración del permiso de trabajo 98 días para los trabajadores estacionales, puede ser inferior a 6 meses y rara vez se expide por más de 9 meses.	El permiso de trabajo específico puede ser inferior a 6 meses y rara vez se expide por más de 24 meses.	Hasta la expiración del permiso de trabajo				
	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T.					

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

		asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro privado a través de COWAN en virtud de acuerdos internacionales.	Todos los trabajadores deben registrarse a su llegada, incluso los que están sujetos a un periodo de espera de hasta 3 meses. La duración del permiso de trabajo debe ser superior a 6 meses.
--	--	---	--

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

P/T	Artículo	Agr. prim: PTAT	Agr. prim: Agrícola	Agr. prim: Puestos de salarios bajos	Agr. prim: Puestos de salarios altos	Salario bajo	Salario alto	Global Talent Stream (GTS)
Ontario	Periodo de espera:	No	No					
	Fecha de inicio:	A su llegada	Fecha de inicio del empleo a tiempo completo					
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo	Hasta la expiración del permiso de trabajo					
	Condiciones/Excepciones:	El permiso de trabajo debe expedirse en el marco del PTAT. Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	<p>Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T.</p> <p>El permiso de trabajo debe tener una duración mínima de 6 meses de empleo continuo a tiempo completo con un empleador de Ontario.</p> <p>A partir del 19 de marzo de 2020, el periodo de espera de 3 meses se eliminó temporalmente debido a la pandemia de COVID-19 y permanece eliminado en este momento.</p>					
Manitoba	Periodo de espera:	No						
	Fecha de inicio:	Fecha de inicio del permiso de trabajo						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de
pescado

	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. El permiso de trabajo debe tener una duración mínima de 12 meses.
--	--------------------------	---	--

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

P/T	Artículo	Agr. prim: PTAT	Agr. prim: Agrícola	Agr. prim: Puestos de salarios bajos	Agr. prim: Puestos de salarios altos	Salario bajo	Salario alto	Global Talent Stream (GTS)
Saskatchewan	Periodo de espera:	Sí						
	Fecha de inicio:	3 meses después de la residencia						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						
	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.					
Alberta	Periodo de espera (sí/no):	Sí						
	Fecha de inicio:	3 meses después de la residencia						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						
	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. El permiso de trabajo debe tener una validez mínima de 12 meses.					

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de
pescado

		procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	
--	--	---	--

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

P/T	Artículo	Agr. prim: PTAT	Agr. prim: Agrícola	Agr. prim: Puestos de salarios bajos	Agr. prim: Puestos de salarios altos	Salario bajo	Salario alto	Global Talent Stream (GTS)
Columbia Británica	Periodo de espera:	Sí						
	Fecha de inicio:	2 meses después de la residencia						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						
	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. Para ser elegible, el permiso de trabajo debe ser de un mínimo de 6 meses. A partir del 1 de mayo de 2022, las personas elegibles que residan en BC y mantengan su condición a la espera de un permiso de trabajo o de estudios posterior podrán optar reunir los requisitos para acceder a una cobertura temporal inicial de 6 meses, con cobertura temporal adicional si procede.					
Yukón	Periodo de espera:	Sí						
	Fecha de inicio:	3 meses						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. El permiso de trabajo debe tener una duración mínima de 12 meses.
--	--------------------------	---	--

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

P/T	Artículo	Agr. prim: PTAT	Agr. prim: Agrícola	Agr. prim: Puestos de salarios bajos	Agr. prim: Puestos de salarios altos	Salario bajo	Salario alto	Global Talent Stream (GTS)
Territorios del Noroeste	Periodo de espera:	No						
	Fecha de inicio:	Fecha de inicio del permiso de trabajo						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						
	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. El permiso de trabajo para trabajar legalmente en NT debe ser de al menos 153 días.					
Nunavut	Periodo de espera:	No						
	Fecha de inicio:	Fecha de inicio del permiso de trabajo						
	Periodo de validez:	Hasta la expiración del permiso de trabajo						

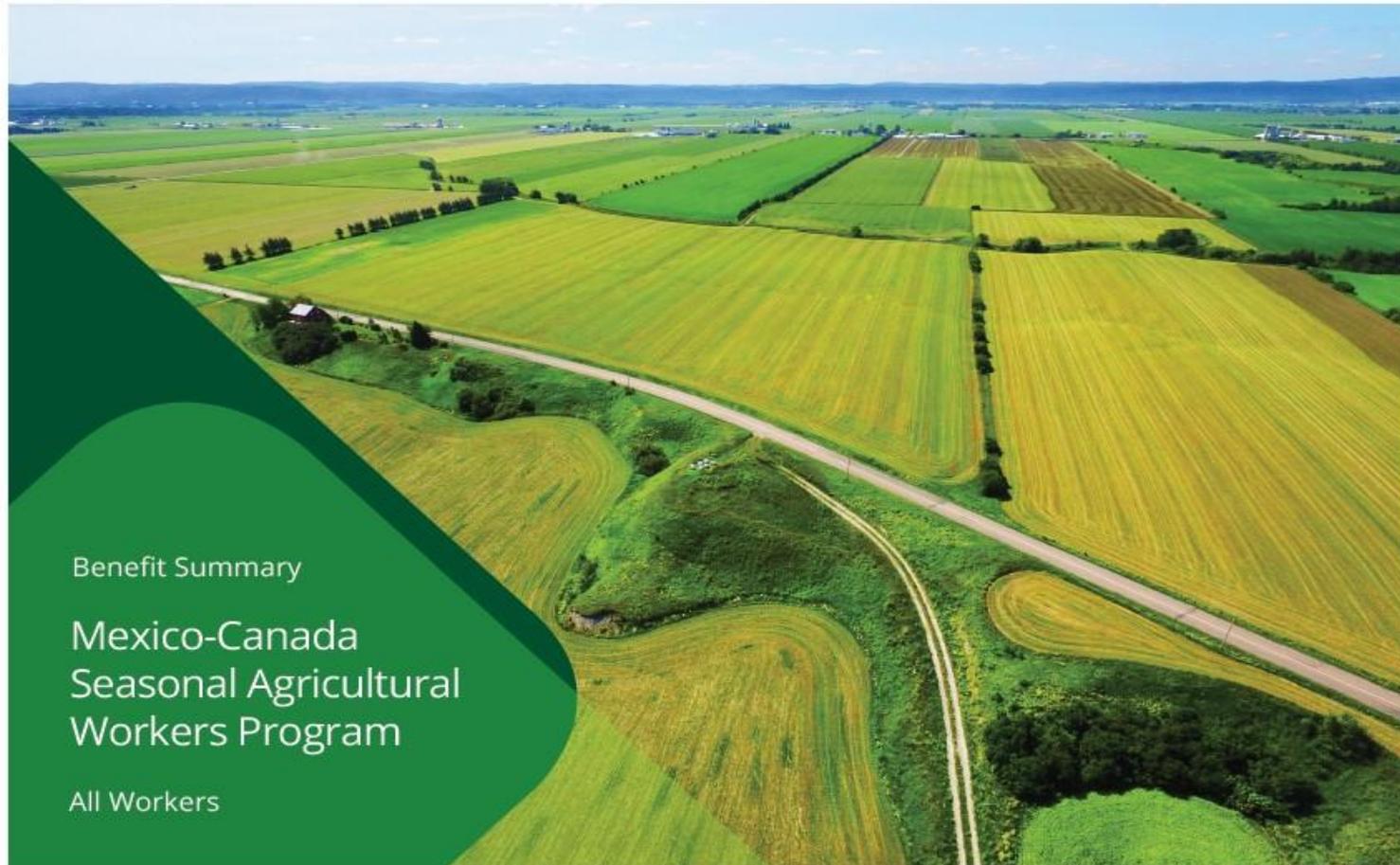
Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

	Condiciones/Excepciones:	Los empleadores deben asegurarse de que los TET se inscriban en el seguro médico P/T. Los TET procedentes de México y el Caribe tienen un seguro médico privado a través de COWAN según acuerdos int.	Los empleadores deben obtener y pagar el seguro médico privado de los TET durante los periodos en que el trabajador no sea elegible para la cobertura médica P/T. La duración del permiso de trabajo debe ser de 12 meses como mínimo.
--	--------------------------	---	---

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Anexo B: Seguro COWAN en el marco del PTAT

Tenga en cuenta que este documento sólo está disponible en inglés. Para obtener la versión en francés, póngase en contacto directamente con Cowan.



Platinum member

We care about what you care about
cowangroup.ca



Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Introduction

As a Seasonal Agricultural Worker, you are covered by a comprehensive benefits program that protects you during your stay in Canada. This pamphlet summarizes the key benefits you will enjoy.

When Coverage Begins

Cigna, as your insurer, provides benefits on an ongoing basis to all Seasonal Agricultural Workers. The benefits highlighted in this pamphlet are effective upon your arrival in Canada. There is no dependant coverage.

Eligibility

A member is eligible if he/she is a worker under the terms of the Mexico-Canada Seasonal Agricultural Workers Program and is:

- a citizen or resident of Mexico;
- under 85 years of age;
- legally employed in Canada throughout the period of insurance;
- covered under the Government Health Insurance Plan (in the province where this is offered) for the full duration of the period of insurance.

Insurer

Cigna insures the Seasonal Agricultural Workers group benefits program.

Plan Administrator

Cowan Insurance Group is the administrator of the plan and will be processing claims.



Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Benefits	What's covered?
Basic Term Life Insurance	Amount of Insurance: \$50,000
Basic Accidental Death and Dismemberment and Specific Loss Benefits	Principal Sum: \$50,000 Amount Payable: The amount payable is the principal sum or the factor or portion of the principal sum, depending on the loss suffered. Please refer to the Table of Losses in the Group Policy booklet.
Short Term Disability Income Benefits	<ul style="list-style-type: none"> • 90% of weekly earnings, paid from the first day of disability, rounded to the next higher dollar. • Benefit Period: 12 weeks - Tax Status: Non-taxable
Healthcare Expense Benefits	<p>Reimbursement Level: 100% - Annual Maximum: \$500,000 The following benefits are paid during the Period of Insurance for necessary medical care or surgery supplied by a public (not for profit) health facility, as part of the emergency treatment arising from a medical condition, unless covered by a provincial plan:</p> <p>Hospital Care Hospital confinement is covered if:</p> <ul style="list-style-type: none"> • It starts while the person is insured under this benefit provision; and • It represents acute, convalescent, or palliative care. <p>Physician Services Services of a physician are covered when provided in the physician's office, the patient's home, or in a hospital or other treatment facility. Services of a surgeon and other specialists are also provided.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coverage is provided for: <ul style="list-style-type: none"> o Diagnosis and treatment, including x-ray procedures and the administration of anesthetics; o Routine visits, limited to one visit per calendar year. The routine visit is one not related to an emergency treatment. <p>Diagnostic Services Diagnostic laboratory and x-ray procedures performed in the person's province of residence are covered when coverage is not available under his/her provincial government plan.</p> <p>Medical Supplies The following medical supplies are covered when prescribed by a physician: breathing equipment, orthopedic equipment, prosthetic equipment, mobility aids, communication aids, diabetic supplies.</p> <p>Note: For supplies available on a rental basis, Cigna covers either the rental cost or, at its discretion, the cost of purchase.</p> <p>Paramedical Services The following paramedical services are covered when provided out of hospital:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chiropractors, Physiotherapist, Podiatrists, Chiropodists, Osteopaths • Covered up to \$250 per practitioner per calendar year. • Dietician / Nutritional Counselling up to \$500 per calendar year. <p>Ambulance Services Ambulance services, including air ambulance services are covered.</p> <p>Prescription Drugs The following drugs are covered when prescribed by a physician or other person entitled to by law to prescribe them, and provided in Canada:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Drugs requiring a prescription by law; • Injected drugs; • Life-sustaining drugs; • Oral contraceptives; • Vaccines to prevent disease. <p>No benefits will be paid for:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fertility drugs, whether or not prescribed for a medical reason; • Drugs used to treat erectile dysfunction; • Smoking cessation products. <p>Note: Exception for Quebec residents – For members residing in Quebec, no limitation is applied to in-province expenses for drugs listed in the Liste de médicaments published by the Régie de l'assurance-maladie du Québec in effect on the date of purchase, except to the extent allowed by law.</p> <p>Dental Accident Coverage Treatment of accidental injury to sound, natural teeth when:</p> <ul style="list-style-type: none"> • The accident occurs while the person is insured for this coverage; and • Treatment starts within 60 days after the accident. This requirement is waived if a medical condition delays treatment beyond 60 days. <p>Note: A sound tooth is any tooth that did not require restorative treatment immediately before the accident. A natural tooth is any tooth that has not been artificially replaced.</p> <p>Dental Emergency Dental treatment, when required due to an emergency and ordered by or received from a licensed dentist, up to a maximum of \$1,000, in addition to Prescription Drugs.</p>

continued...

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

<p>Critical Illness By Allstate</p>	<p>\$5,000 Basic Benefit Amount Basic Benefit Amount paid upon diagnosis of 9 illnesses: Heart Attack – 100%, Stroke – 100%, Major Organ Failure – 100%, Kidney Failure – 100%, Carcinoma In Situ – 25%, Invasive Cancer – 100%, Alzheimer’s Disease – 100%, Parkinson’s Disease – 100% Amyotrophic Lateral Sclerosis (ALS) – 100%</p> <p>Disclosure: Group Comprehensive Critical Illness benefits are provided under policy form GCIP. The coverage provided is limited benefit supplemental critical illness insurance. This is a brief overview of the benefits available under the group policy underwritten by Allstate Insurance Company of Canada (Home Office, Markham, Ontario). Allstate Benefits is a trademark of Allstate Insurance Company, used under license by Allstate Insurance Company of Canada</p>
<p>Substance Use Management By ALAViDA</p>	<p>Substance Use Management Program - ALAViDA is virtual care for people concerned about their alcohol or other substance use. Whether you’re looking to cut back for the first time, have been trying to quit for years, or just want to feel a little more in control, you’ve come to the right place.</p> <p>The ALAViDA TRAIL is a smart platform that is 100% confidential and designed to give you the tools to reach your goal. With consumption tracking, progress reporting, self-guided therapy, and a library of educational content, the ALAViDA TRAIL is customized to your needs.</p> <p>To start your journey on the ALAViDA TRAIL: 1) Visit https://try.alavida.co/hola and click ‘Sign up’. 2) Enter your information. 3) Receive an email from us and follow the instructions to access your TRAIL</p> <p>What are the substances I could get help with?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Alcohol • Cannabis • Opioids (prescribed or otherwise) • Cocaine • Amphetamines • Barbiturates (sleep or anxiety medications, etc.) • Other
<p>TeleHealth by Cigna</p>	<p>Speak with licensed doctors by phone — to discuss your symptoms and the best next steps for you. You can schedule an appointment from anywhere, 24 hours a day in the language of your choice including Spanish. Access by calling 1.800.243.1348 or by downloading the <i>Global Health Complete App</i>.</p>
<p>Medical Benefits in Mexico</p>	<p>Benefits will be paid for: Medical expenses incurred resulting from an illness or injury that occurred in Canada, after the member returns to Mexico, in 150 days after the member has left Canada, provided Cigna has recommended that the member return to Mexico, to a calendar year maximum of \$10,000. These expenses must be pre-authorized by Cigna.</p>

Contact us:

-  1-855-896-0808
-  clients@cowangroup.ca
-  www.cowangroup.ca
-  Cowan Insurance Group
 700-1420 Blair Towers Place
 Ottawa (Ontario)
 K1J 9L8

The statements in this pamphlet are only a summary of some of the provisions in the master policy. If you need further details on the provisions which apply to your group benefits you must refer to the master policy available from your plan administrator.



Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

Anexo C: Requisitos provinciales y territoriales para el seguro en el lugar de trabajo en las fincas agrícolas.

Tenga en cuenta que se trata de una traducción libre del inglés al español. Para conocer la ley exacta, consulte la fuente indicada.

<u>Provincia o territorio</u>	<u>Cobertura para los trabajadores agrícolas/granjeros*</u>	<u>Requisitos de seguridad en el lugar de trabajo</u>	<u>Fuente(s)</u>
Terranova y Labrador	Sí	<p>7.(1) El directorio establecerá políticas y programas en relación con</p> <p>(a) Las prestaciones por indemnización a los trabajadores lesionados y a sus dependientes.</p> <p>(b) La rehabilitación y la reincorporación al trabajo de los trabajadores lesionados.</p> <p>(c) Atención médica.</p> <p>(d) Evaluaciones e inversiones en virtud de esta Ley.</p> <p>45. (1) Esta ley se aplica a los trabajadores y a los empleadores que ejercen una actividad industrial en la provincia o en relación con esta, o a los trabajadores excluidos de otra manera.</p> <p>52. (1) El derecho a una indemnización previsto por la presente Ley sustituye a los derechos y acciones, legales o de otro tipo, a los que tienen derecho un trabajador o sus dependientes contra un empleador o un trabajador a causa de una lesión por la que se deba pagar una indemnización o que se produzca en el curso de la relación laboral del trabajador.</p>	<p>SNL2022 CHAPTER W-11.1 - WORKPLACE HEALTH, SAFETY AND COMPENSATION ACT, 2022</p>
Isla del Príncipe Eduardo	Sí	<p>Clase 2: AGRICULTURA, PESCA Y RECURSOS NATURALES</p> <p>La WCB utiliza seis (6) clases que reflejan los principales sectores económicos de la Isla del Príncipe Eduardo (PEI, por sus siglas en inglés). Las seis (6) clases son: • Ventas y Servicios Profesionales. • Agricultura, Pesca y Recursos Naturales. • Manufactura. • Construcción y Servicios Relacionados. • Transporte. • Sector Público y Educación. Cada código SIC se asigna a una clase de acuerdo con la línea principal de negocio que la WCB determina que se ajusta mejor a una de las seis (6) clases.</p>	<p>2025 Classification of Industries and Assessment Rates</p> <p>Policy Number: POL-42</p> <p>Information for Employers</p>

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

<u>Provincia o territorio</u>	<u>Cobertura para los trabajadores agrícolas/granjeros*</u>	<u>Requisitos de seguridad en el lugar de trabajo</u>	<u>Fuente(s)</u>
Nueva Escocia	No (Exento)	Alcance de la cobertura: exclusión de clases de trabajadores 9 (1) Quedan excluidas de la Ley las siguientes personas: (d) los trabajadores agrícolas o los criados domésticos o serviles o sus empleadores.	Workers' Compensation General Regulations - Workers' Compensation Act (Nova Scotia) WCB list of industries fact sheet WCB assessment sheet (Lista de industrias de la WCB)
Nuevo Brunswick	No (pendiente de confirmación)	LEY SOBRE LOS ACCIDENTES LABORALES Y LAS ENFERMEDADES PROFESIONALES A los efectos mencionados en el artículo 50 de la Ley, todas las industrias comprendidas en el ámbito de aplicación de la Parte I de la Ley están incluidas en la Clase Industrial de Nuevo Brunswick. PARTE II Aplicación de la Parte II 86 Esta Parte se aplica a las industrias a las que no se aplica la Parte I, pero no a los trabajadores agrícolas, a los empleados domésticos o sirvientes poco importantes, ni a sus empleadores o pescadores. R.S., c.255, s.80; 1981, c.80, s.3	WorkSafeNB Acts and Regulations W-14.pdf
Quebec	Sí	Los trabajadores que sufren un accidente de trabajo pueden percibir prestaciones, como una indemnización, el reembolso de determinados gastos o un subsidio. Los trabajadores agrícolas, estacionales o no, tienen los mismos derechos en virtud de la Loi sur les "normes du travail" que tienen todos	Compensation and reimbursements Commission des normes de l'équité de la santé et de la

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

<u>Provincia o territorio</u>	<u>Cobertura para los trabajadores agrícolas/granjeros*</u>	<u>Requisitos de seguridad en el lugar de trabajo</u>	<u>Fuente(s)</u>
		los trabajadores y están cubiertos en caso de un accidente de trabajo o enfermedad profesional .	sécurité du travail - CNESST A-3 - Workers' Compensation Act Farm workers Commission des normes de l'équité de la santé et de la sécurité du travail - CNESST Politique 1.04 - Les personnes admissibles
Ontario	Sí	Los empresarios agrícolas están obligados por ley a proporcionar cobertura de seguro a sus empleados a través del WSIB.	Regulatory Compliance Checklist for Employing Farm Workers - Ontario Federation of Agriculture O. Reg. 175/98 GENERAL ontario.ca Foreign Agricultural Workers WSIB Commonwealth Caribbean and Mexican seasonal

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

<u>Provincia o territorio</u>	<u>Cobertura para los trabajadores agrícolas/granjeros*</u>	<u>Requisitos de seguridad en el lugar de trabajo</u>	<u>Fuente(s)</u>
			agricultural workers – Workplace injuries: A guide for foreign agricultural workers WSIB Commonwealth Caribbean and Mexican seasonal agricultural workers – Workplace injuries: A guide for businesses WSIB
Manitoba	Sí	<p>La cobertura por accidentes laborales y enfermedades profesionales lo protege a usted y a sus empleados en caso de que se lesionen en el trabajo. El Consejo de Indemnización para los Trabajadores de Manitoba (WCB) cubre al 77 % de los trabajadores de Manitoba y cuenta con más de 35 000 empresas registradas.</p> <p>Todas las empresas de los sectores obligatorios están obligadas a inscribirse en la cobertura de la WCB. Entre ellas figuran:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agriculture and Forestry 	Workers Compensation Coverage Workers Compensation Board of Manitoba
Saskatchewan	No (Opcional)	<p>La Ley sobre los accidentes laborales y las enfermedades profesionales ofrece protección financiera, prestaciones médicas y servicios de rehabilitación a los trabajadores y a las personas a su cargo cuando se produce una lesión en el lugar de trabajo. En Saskatchewan, el propietario/operador o el trabajador agrícola pueden estar cubiertos de manera opcional por la indemnización por accidente de trabajo; la</p>	Agriculture Human Resources - Complying with Regulations Human Resources for Farms Government of Saskatchewan

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

<u>Provincia o territorio</u>	<u>Cobertura para los trabajadores agrícolas/granjeros*</u>	<u>Requisitos de seguridad en el lugar de trabajo</u>	<u>Fuente(s)</u>
		cobertura es facultativa y debe presentarse una solicitud al Consejo de Indemnización por Accidentes de Trabajo de Saskatchewan.	
Alberta	Sí	La cobertura de las explotaciones agrarias con asalariados es obligatoria desde el 1 de enero de 2016. Las fincas agrícolas deben inscribirse en la WCB. La cobertura de la WCB o de un seguro privado es obligatoria para las fincas agrícolas y ganaderas con seis o más trabajadores asalariados no familiares que hayan trabajado al menos seis meses consecutivos a partir del 31 de enero de 2020.	Workplace insurance: Farm and ranch Alberta.ca
Columbia Británica	Sí (pendiente de confirmación)	Aplicación general de las disposiciones en materia de indemnización 4 (1) Las disposiciones en materia de indemnización se aplican a (a) todos los empleadores, en su calidad de tales, de Columbia Británica, y (b) todos los trabajadores en Columbia Británica, salvo los empleadores o trabajadores exentos por orden del directorio. **** Excepciones de aplicación: minas y campamentos industriales	Workers Compensation Act Who does & doesn't need coverage? - WorkSafeBC
Territorio del Yukón	Sí (pendiente de confirmación)	Derecho a indemnización 4(1) El trabajador que sufra una lesión relacionada con el trabajo tiene derecho a una indemnización, a menos que la lesión relacionada con el trabajo sea atribuible a una conducta realizada deliberadamente con el fin de recibir una indemnización.	LEY SOBRE LOS ACCIDENTES LABORALES Y LAS ENFERMEDADES PROFESIONALES STATUTES OF THE YUKON
Territorios del Noroeste	Sí (pendiente de confirmación)	PARTE 2 COMPENSACIÓN Derecho a una indemnización	SNWT 2007, c 21 Workers' Compensation Act CanLII

Documento de discusión sobre las disposiciones de atención médica para el nuevo componente agrícola y de transformación de pescado

<u>Provincia o territorio</u>	<u>Cobertura para los trabajadores agrícolas/granjeros*</u>	<u>Requisitos de seguridad en el lugar de trabajo</u>	<u>Fuente(s)</u>
		10. El trabajador tiene derecho a una indemnización por los daños corporales o la enfermedad que sufra como consecuencia de la relación laboral y durante la misma.	
Nunavut	Sí (pendiente de confirmación)	3. Ámbito de aplicación de la Ley (1) Esta ley se aplica a todos los empleadores y trabajadores de Nunavut. Lesiones y enfermedades (2) Salvo disposición en contrario, esta Ley se aplica a las lesiones personales, enfermedades y fallecimientos que se produzcan después de la entrada en vigor de esta Ley.	

** La información de esta tabla se ha elaborado a partir de información encontrada en Internet. La validez de la información debe ser confirmada por las autoridades provinciales y territoriales.*